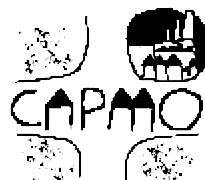


**Les plus pauvres et les finances publiques
1998-1999**

**Des concepts économiques
pour tenir compte
du problème de la pauvreté et de l'exclusion**

par le
Carrefour de savoirs sur les finances publiques

**Carrefour de pastorale en monde ouvrier
435 du Roi, Québec (Québec) G1K 2X1**



*«Oui, mais l'économie, là, ce n'est pas une machine...
L'économie normalement c'est pour servir l'humain. Et dans
les endroits où l'économie va bien, l'humain est bien servi.
Avoir un taux de chômage à 3%, ce serait une opération
économique mais qui serait en même temps humaine.»*

Bernard Landry, Parlement de la rue, 12 décembre 1997

*«Je vois que j'aurai beau observer longtemps et minutieusement
les aiguilles de ma montre, la soupape et les roues de la
locomotive, ainsi que les bourgeons du chêne, je ne
découvrirai pas la cause de la sonnerie des cloches, de la mise
en branle de la locomotive, ni du vent printanier. Pour y
parvenir, je dois changer complètement mon point
d'observation, étudier les lois du mouvement, de la vapeur, de
la cloche et du vent.»*

Léon Tolstoï, Guerre et paix

Minute!

Présentation du document

Minute! On va laisser le taux de chômage là pour un moment. Si on y revient trop vite, on va recommencer la discussion du 12 décembre 1997 au Parlement de la rue:

Vivian Labrie: [...] dans ce grand débat-là, on a notre vision de l'économie et de la vie en société qui va avoir à se réfléchir. Par exemple, quand vous amenez l'idée d'un taux établi à 3% de chômage et que vous citez l'exemple des États-Unis, on ira pas très loin là-dessus cet après midi, mais nous on est pas sûrs que les Américains pauvres sont bien servis par un taux de chômage à 3% parce que plusieurs vivent dans une grande pauvreté.

Bernard Landry: Mais ils travaillent...

Vivian Labrie: Ils travaillent mais ils sont pauvres. Mais on comprend aussi qu'on aura certainement des débats parce que là, c'est comme on dit, des questions...

Bernard Landry: Les Britanniques sont à 4%.

Vous voyez, on a essayé de se parler, mais on ne s'écoutait pas.

Il y a quelque chose qui cloche dans le système économique, c'est sûr, puisqu'il y a de la pauvreté, de la misère même, alors que nous sommes un des États les plus riches de la planète. Qu'est-ce qui cloche?

Nous ne prétendons pas répondre à la question de façon définitive, mais notre expérience d'exclusion devient un atout majeur pour comprendre. Être exclu d'un système, c'est avoir un autre point de vue sur ce système. On l'aperçoit de l'extérieur. On se frotte à ses frontières, avec ses portes, ses cachots, ses passes et ses impasses. Et comme on n'est pas dedans, mais qu'on existe quand même, on aperçoit forcément autre chose.

Nous avons essayé de décrire dans les pages suivantes ce que nous avons aperçu quand nous avons essayé de nous situer par rapport à l'économie et à la société. Nous avons inventé des mots et des schémas pour nommer et décrire ce que nous avons aperçu. Depuis que nous utilisons ces mots et ces schémas, nous comprenons mieux ce que nous vivons et pourquoi nous le vivons. Nous avons des mots là où il y avait du no-where. Il y a maintenant dans notre tête un monde à plusieurs dimensions dans lequel il y a de la place pour nous et pour vous.

Dans chacune de ces fiches, nous proposons un regard, un point d'observation. Nous n'avons pas la prétention d'avoir tout vu, ni même de bien l'expliquer (c'est du neuf pour nous aussi et les délais sont bien courts pour mettre tout ça par écrit de façon claire et pédagogique). Mais il y a là un effort de théorie sociale, du point de vue des plus pauvres et des excluEs, qui pourrait avoir le mérite d'agrandir votre univers mental à vous aussi, puisque ça nous l'a fait à nous. Remarquez, ça ne remplace par la vie¹, mais ça permet d'être dedans avec les sens plus aiguisés.

Et quand nous nous reparlerons, nous aurons des concepts de référence communs. Des concepts dans lesquels nous pouvons exister. Peut-être alors qu'on pourra reprendre la discussion sur le taux de chômage. Maintenant, bonne lecture. Et si tout n'est pas clair, bien, parlez-nous.

Le Carrefour de savoirs sur les finances publiques, CAPMO, 98/05/31

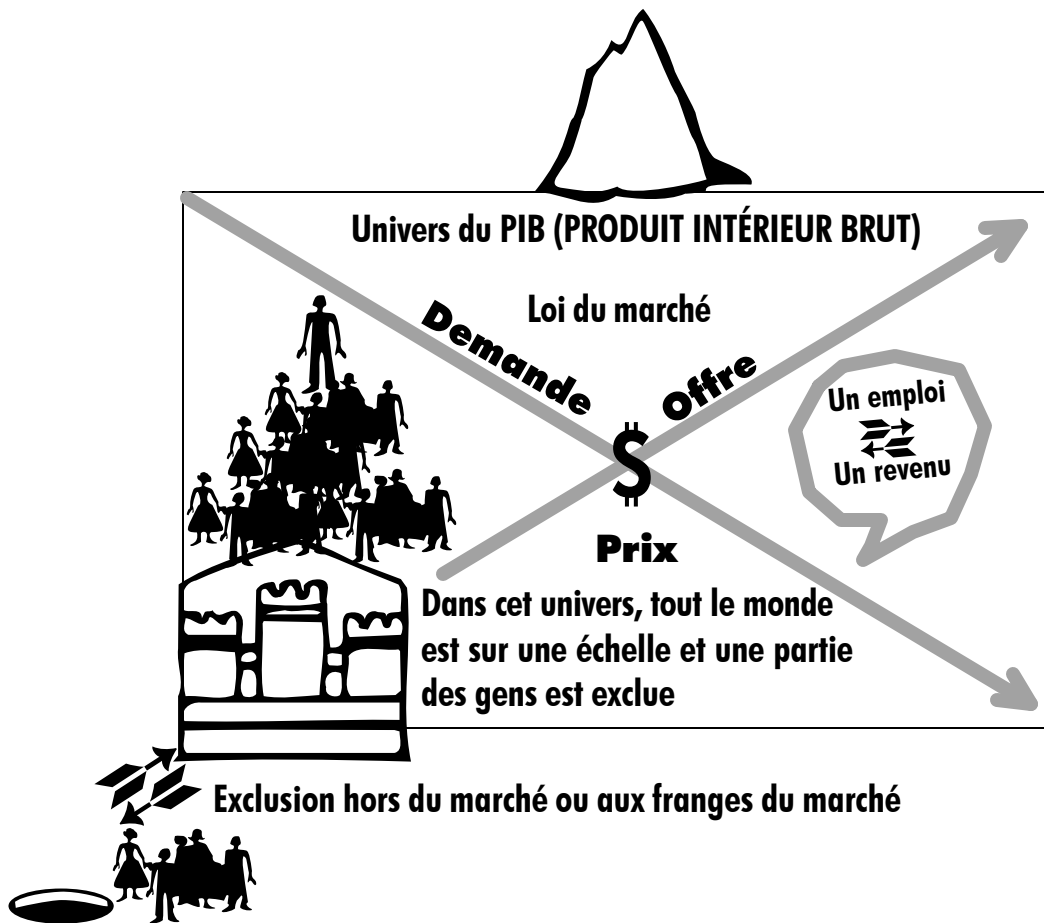
¹ Nous vous invitons à lire **Le niveau de vie de neuf personnes en situation de très grande pauvreté dans les quartiers centraux de Québec**, un document dans cette même série que nous avons préparé pour vous plonger dans le concret des choses.

Liste des fiches

- Fiche 1 **Ce marché qui nous laisse à la porte**
- Fiche 2 Un marché basé sur les intérêts dans une humanité basée sur l'existence:
Produit intérieur brut (PIB), Produit intérieur doux (PID), Dépense intérieure dure (DID)
- Fiche 3 La société et l'humanité, ça existe, il faut le dire au marché! **Preuves de transcendance des logiques mercantiles**
- Fiche 4 «A buck is not a buck is not a buck!»: **Dollars vitaux, dollars fonctionnels, dollars excédentaires**
- Fiche 5 **Un modèle pour concevoir le pacte social et fiscal**
- Fiche 6 «Quand l'argent monte, les droits baissent!»: **La loi de l'argent et des droits**
- Fiche 7 L'activité humaine utile à la société, c'est plus que l'emploi:
Un exercice de cartographie de concepts
- Fiche 8 Oeil pour oeil, dent pour dent? **Au-delà de l'échange réciproque et biunivoque, plusieurs cultures économiques dans une même société**
- Fiche 9 **Décider en conscience**
- Fiche 10 Et la confiance?
Histoires de gâteau et de soupe au caillou
- Fiche 11 La justice dans l'économie:
L'histoire du taon qui pique
- Fiche 12 **À vous maintenant!**

Fiche 1

Ce marché qui nous laisse à la porte



Dans les **Misérables**, Jean Valjean tente d'entrer avec Cosette dans la ville de Paris, mais la ville est fortifiée et l'inspecteur Javert a déployé ses gardes aux portes. Toutes les identités sont contrôlées. Jean Valjean, condamné au bagne pour avoir volé un pain, n'a pas droit de cité. Il saute un mur avec Cosette et se cache dans un cloître.

Adam Smith, le père du libéralisme économique, affirmait qu'il fallait cinq cent pauvres pour faire un riche. Faut-il accepter cette pyramide pour fonctionner dans l'économie de marché? La question vous est posée. **Une chose est sûre: quand on est au bas de cette pyramide, on se sent comme devant une forteresse. On ne se sent pas compris. On se fait souvent interdire l'accès aux portes. En tout cas on ne se sent pas bien.** Pour expliquer son malaise, Serge-Emmanuel introduit une autre pyramide inversement proportionnelle à la place que t'occupes dans la hiérarchie sociale: la marge de manoeuvre et de respiration. Il compare l'affaire à un entonnoir: en haut de l'échelle, y a de l'air autour, c'est sûr que tu respirez, en bas, t'es serré et comprimé comme dans un tuyau, c'est sûr que tu soupirez.

Le Conseil canadien pour la coopération internationale exprime ça autrement:

«Le revenu annuel de plus de 250 millions des plus pauvres de la terre équivaut aux avoirs nets des six personnes les plus riches du monde. [...] L'écart [entre riches et pauvres dans le monde] a plus que doublé pendant un peu moins d'une

génération. Cela s'est produit en dépit d'une croissance stable de l'économie mondiale. Pourquoi? Pour chaque tranche de 100\$ de croissance économique, 86\$ vont au cinquième le plus riche du monde et seulement 1,10\$ va au cinquième le plus pauvre.»

Mythes et réalités, En commun

Tout de même, examinons ce qu'il y a dans cette forteresse qu'on appelle **l'économie de marché. Il y a une logique.**

- ▶ Les biens et les services s'échangent au moyen d'un prix.
- ▶ Le rapport entre l'offre et la demande détermine le prix.
- ▶ La valeur d'échange, c'est l'argent.
- ▶ L'argent s'obtient par le travail dans la mesure où il y a une offre et une demande pour ce travail, ce qui le transforme en activité rémunérée, le plus souvent un emploi salarié.
- ▶ L'argent s'obtient aussi, mais cela on le dit moins fort, par l'argent, qu'on peut accumuler et rendre disponible en échange d'un prix, appelé loyer de l'argent, i.e. l'intérêt.
- ▶ Cela veut dire que si on a plus d'argent que nécessaire et qu'on le prête, on fait encore plus d'argent et que si on a moins d'argent que nécessaire et qu'on emprunte, on a moins d'argent.

La totalité des échanges faits au moyen de l'argent dans un État donné donne le **Produit intérieur brut (PIB)**. Le PIB c'est un peu comme le tas de fumier sur la terre d'un cultivateur autrefois. On s'en servait comme moyen d'évaluer la richesse du propriétaire.

Où est le problème? Normalement si tout le monde est de force égale et si toute l'information est disponible, on suppose que, chacun travaillant pour son meilleur intérêt personnel, les échanges vont s'équilibrer au meilleur coût possible. On suppose aussi que chacun voulant faire le plus d'argent possible, chacun va mettre le plus d'efforts possibles pour répondre aux besoins exprimés, produisant ainsi de la richesse, dont tout le monde va bénéficier. C'est **la main invisible du marché**.

Dans la réalité ce n'est pas ça qui arrive. **Chacun pour soi ne donne pas le mieux pour tous.** Pourquoi? Parce que tout le monde n'est pas de force égale, tout le monde n'a pas accès à la même quantité de richesse au départ, et l'information n'est pas disponible également pour tout le monde. La loi du marché, c'est **la loi du plus fort**. Plusieurs sont sacrifiés à la croissance anonyme.

Le marché, dans l'état actuel de l'humanité, c'est un jeu de compétition féroce où il y a des gagnants et des perdants. En réalité **la fabrication de l'exclusion est incluse dans le système**. En 1973 au Québec, le rapport entre les dollars gagnés dans le marché par le cinquième le plus pauvre et le cinquième le plus riche de la population était de 1 à 41. En 1993, il était de 1 à 197. Le marché est devenu beaucoup plus sophistiqué et beaucoup plus sauvage. Une personne sur dix a besoin d'une aide de dernier recours parce qu'elle n'arrive pas à gagner suffisamment de revenus pour survivre dans l'économie de marché. **Les personnes assistées sociales sont tenues aux franges du marché et elles sont exclues du marché pendant une bonne partie du mois** parce que leurs revenus sont tellement faibles que **pendant plusieurs jours et même plusieurs semaines, elles n'ont plus d'argent pour participer à l'économie de marché**.

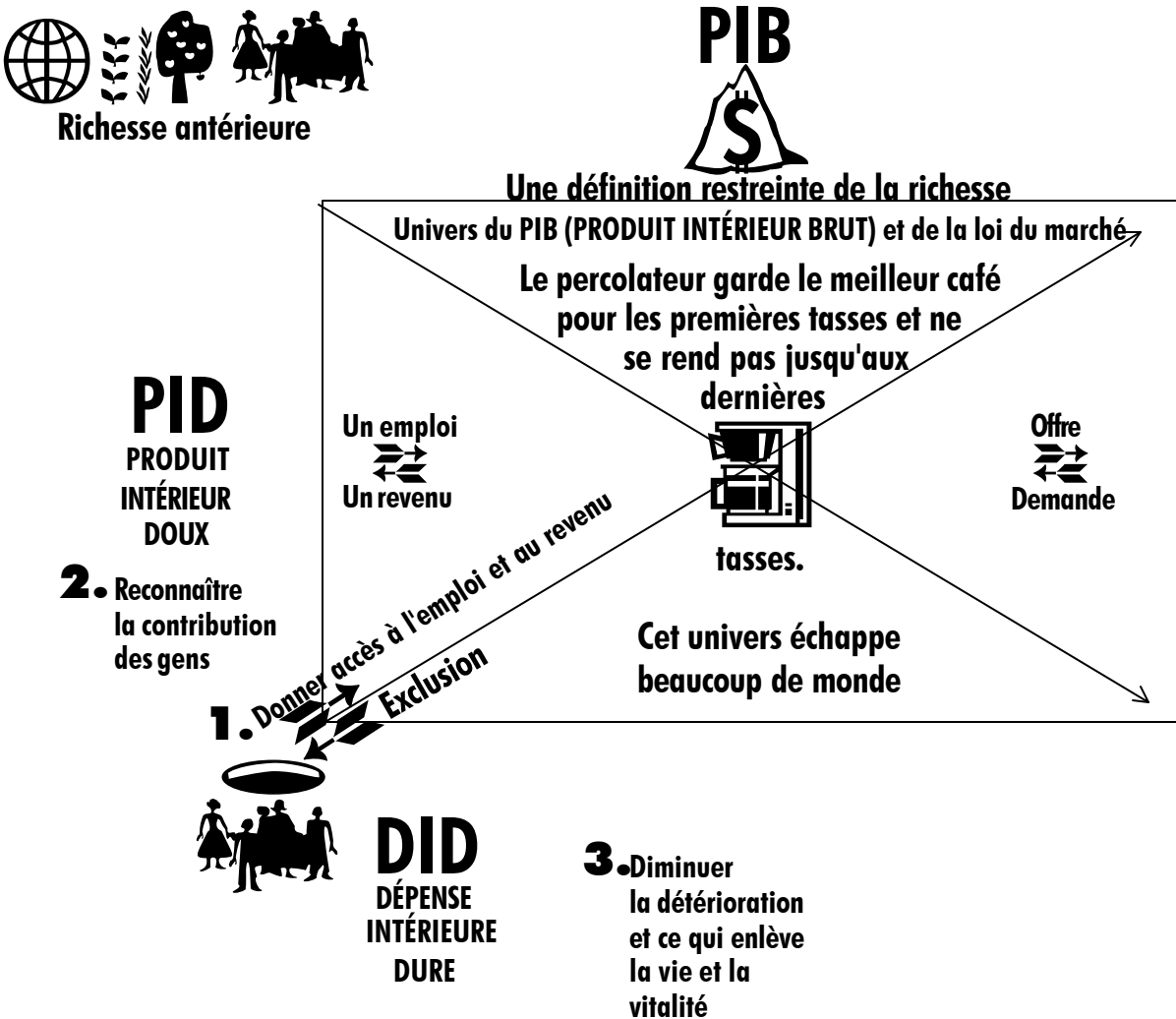
Où est le problème? En restant dans cette logique, le ministre des Finances peut, une semaine, arriver à affirmer qu'à 490\$ la prestation d'aide sociale est insuffisante, mais qu'il n'y peut rien parce que les QuébécoisEs sont trop taxés, et dire la semaine suivante qu'il faut augmenter les salaires des sous-ministres (déjà dans les 100 000\$) parce que sinon on risque de les perdre au profit du secteur privé qui leur offre mieux. En restant dans cette logique, le chroniqueur économique peut reconnaître qu'un quintile est manquant dans le partage de la richesse, mais qu'on n'a pas le choix de sacrifier des gens si on veut que les emplois précaires au salaire minimum soient attirants pour du monde. Vous pouvez aller les lire en annexe. Le marché tout seul oblige à des raisonnements étriqués. **Il y a un problème. Quand on est excluE, on le sait.**

Fiche 2

Un marché basé sur les intérêts dans une humanité basée sur l'existence:

Produit intérieur brut (PIB), Produit intérieur doux (PID), Dépense intérieure dure (DID)

Éléments d'économie humaniste



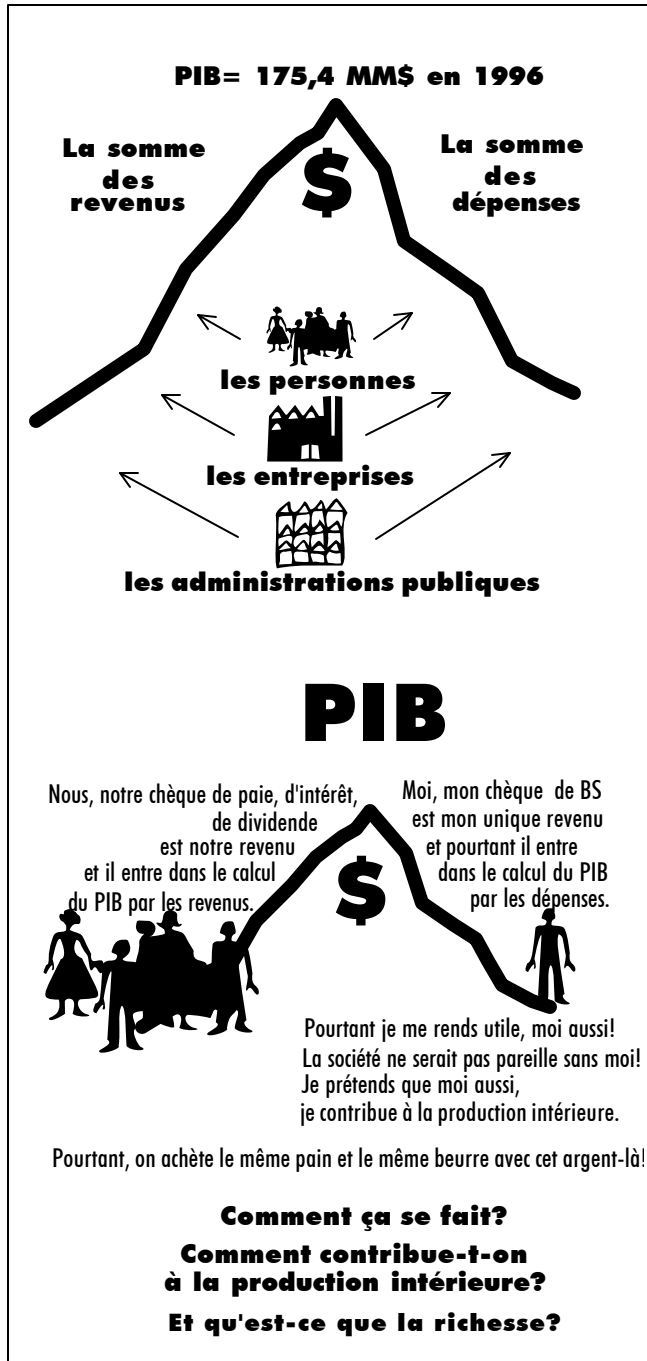
En élargissant son monde de référence, en reconnaissant que malgré l'exclusion du marché, les gens sont quelque part, en nommant cet espace, de même que le Produit intérieur doux et la Dépense intérieure dure, une triple stratégie apparaît tout à coup pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion.

«Les financiers, ça pense pas, ça analyse les chiffres...»
Claude

Et si on pensait à partir des chiffres?

Au Québec le **PIB**, soit le **Produit intérieur brut**, a été de **175,4 MM\$** en 1996.

Dans les fermes avant, on disait que la richesse d'un cultivateur se mesurait à la hauteur de son **tas de fumier**. Plus le tas de fumier était haut, plus le fermier était riche, plus il avait d'animaux pour produire toute cette merde qui engraisait les champs qui servaient à nourrir les animaux, etc.



Le PIB, c'est un peu comme notre tas de fumier national. C'est un indicateur de richesse.

Le PIB, c'est une somme à deux versants. On peut le calculer par le **versant des revenus** ou par le **versant des dépenses**.

Par le **versant des revenus**, le PIB, c'est la somme de tous les revenus de tout le monde¹ (des salariés, des entreprises et des administrations publiques) (salaires, bénéfices, intérêts et revenus de placement, revenus d'entreprises, impôts, taxes et autres provisions).

Par le **versant des dépenses** (on l'appelle alors aussi la **DIB**, ou **Dépense intérieure brute**), c'est la somme des dépenses de tout le monde (dépenses et investissements des personnes, des entreprises et des administrations, incluant les dépenses de transfert).

L'autre jour, on a commencé à regarder tout ça, ces milliards-là, et on a essayé de deviner la part des uns et des autres à un versant ou l'autre de la montagne.

À la fin, on a essayé de voir ce qui ressortait de tout ça. Si on avait à dessiner une image-clé, ce serait quoi?

Quelqu'un est venu tracer un signe de dollar:

- \$

Puis, on a dit:

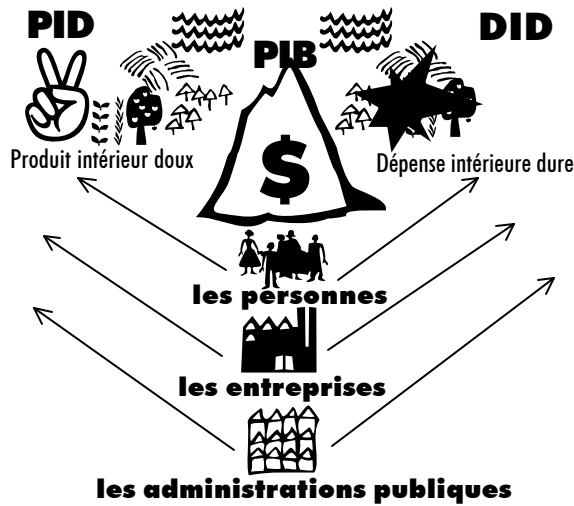
- Les \$, c'est complexe.

On a dit aussi:

- La **richesse**, c'est beaucoup plus que les dollars.

¹ Sauf... Sauf qui?

Richesse intérieure



Du PID au PIB

En réalité tout le monde contribue
à la Production intérieure douce



En réalité de nombreuses activités productives
ne sont pas reliées à des \$\$\$.

En réalité de nombreuses rémunérations
ne sont pas en soi des productions (ex. un congé payé).

En réalité si on reconnaissait l'apport humain
de chaque personne si petit soit-il
il n'y aurait aucune raison de ne pas inclure
les prestations d'aide sociale dans le calcul du PIB
côté revenu tout comme on le fait avec les salariés de l'État.

Ce faisant on se rapprocherait de la notion de revenu
de citoyenneté.

Et comme par hasard, le PIB augmenterait automatiquement de
près de 3MMS.

Ce n'est pas un problème de comptabilité, c'est un problème
de ciboulot. L'erreur, c'est de penser qu'une
prestation d'aide sociale, c'est de l'argent donné à rien faire.

Les personnes assistées sociales sont actives, elles aussi.

Elles s'entraident, elles cherchent de l'emploi, elles s'impliquent,
elles font toutes sortes de choses utiles à la société que personne
d'autre ne fait, elles prennent soin d'elles-mêmes aussi, elles
se débrouillent avec presque rien. Elles font quelque chose,
mais elles le font autrement. Et elles font avancer la société
en explorant et en sauvagardant ce que personne d'autre n'a
le temps d'explorer ou de sauvagarder.

Serge-Emmanuel pour blaguer avec les mots s'est mis à parler
de **Richesse Antérieure**. Mais on a vu que c'était pas une
blague. Il y a une richesse antérieure au dollar dans l'être
humain: la planète, les ressources naturelles, les gens, les acquis
de l'humanité avant nous.

Là Éloi a dit:

- On devrait parler de **PID**, de **Produit intérieur doux**.

Quelle belle expression!

Serge, lui, a parlé de **DID**, de **Dépense intérieure dure**.

Tout d'un coup, notre tas de fumier national prenait place dans
un paysage plus grand que lui, où on considère bien d'autres
choses dans l'évaluation qu'on fait de la richesse commune.

On va vous revenir dans un instant sur le tas de fumier, ou si vous
préférez, sur les \$\$\$\$. Mais précisons d'abord le PID et la DID. On
vous propose les définitions suivantes.

PID ou Produit intérieur doux

Toutes les contributions non monétaires et/ou non monnayables
à la richesse humaine et collective d'une société.

DID ou Dépense intérieure dure

Toutes les ponctions non monétaires et/ou non monnayables qui
portent atteinte à l'intégrité de la vie humaine et des
écosystèmes.

Du côté des revenus et des dépenses

Revenons maintenant au tas de fumier. Le tas de fumier est une
convention. Le problème c'est qu'on s'en sert pour se comparer,
pour évaluer l'importance de la dette, etc. Le PIB ne fait pas le
tour de tout ce qui est produit ou dépensé. Il fait le tour de ce
qu'on convient de traduire en dollars et de comment on conçoit
la transaction. Une grande partie du travail des femmes n'est
pas comptée dans le tas de fumier. La fabrication du repas du
soir, par exemple, entre en grande partie dans la Production
intérieure douce. Alors que celle des repas d'affaires du midi,
elle, entre dans le PIB. Pourtant c'est le même blé. Quand le
gouvernement coupe 10% dans le revenu d'aide sociale, il y a

quelque chose qui dépasse du PIB et qui entre dans la Dépense intérieure dure: un médicament pourrait ne pas être acheté, une crise d'asthme pourrait en découler, ou une crise de nerfs, avec un couteau au bout: on vient d'enlever à quelqu'un une livre de chair. Quand l'État coupe des emplois pour rationaliser, quelque chose aussi entre dans la DID. On le sait quand on apprend quelques mois plus tard qu'un nouveau retraité s'est suicidé, que le taux de séparations a augmenté dans les couples. Quand notre consommation de pétrole fait augmenter la température de la planète et qu'il nous pleut sur la tête, là aussi, ça déborde du PIB!

Si la vie n'a pas de prix tellement elle est riche, comment se fait-il qu'on n'en tienne pas compte¹? Dans l'histoire de l'humanité, la vie est donnée, comment se fait-il qu'on passe du don à la transaction?

Nous avons dit tout à l'heure que les revenus de tout le monde entrent dans le calcul du PIB version revenu. De tout le monde sauf les revenus dits de transferts reçus par les personnes, comme les prestations d'aide sociale. Ces revenus-là entrent seulement dans le calcul du PIB version dépenses. Comment ça se fait? C'est une convention. Il y a bien sûr une dépense de l'État, comme dans le cas de la rémunération des fonctionnaires. Sauf que dans ce dernier cas, le salaire des fonctionnaires entre aussi dans le calcul du PIB version revenu. Si l'État considérait la prestation d'aide sociale comme une rémunération² en tenant compte qu'une personne en vie apporte nécessairement une valeur ajoutée à la société (la preuve c'est qu'on la pleure quand on la perd), la prestation d'aide sociale entrerait dans le calcul du PIB version revenus exactement comme la rémunération des salariés de l'État. Alors voici une colle: puisque ça doit balancer des deux côtés du PIB, où est ce revenu manquant? Cette habitude de ne considérer le revenu des personnes les plus pauvres que comme une dépense en fait une sorte de revenu captif pour lequel on ne prend pas les mêmes précautions, au moment par exemple de prendre des décisions qui touchent le pacte social et fiscal. Pourtant de part et d'autre du guichet de l'aide sociale, c'est le même gérant, l'État, et c'est le même financement, soit les impôts, les taxes et les emprunts. Tout dépend du regard porté sur la personne et sur son apport à la société, du système de règles et de mérite dans lequel on l'aborde, la reconnaît ou l'ignore.

C'est pourquoi il y a d'autres fiches après celle-ci. Mais déjà on peut comprendre certaines situations incompréhensibles dans la seule logique du marché et tirer certaines conclusions qui faisaient tiquer et qui maintenant font du sens.

Devant les problèmes que nous vivons et observons, une bonne stratégie de lutte à la pauvreté et à l'exclusion a au moins trois volets:

- ▶ **1. Permettre aux personnes qui le peuvent et qui peuvent résister aux pressions fortes de ce type d'économie d'intégrer l'économie de marché**, d'où l'importance de toutes les mesures d'insertion.
- ▶ **2. Reconnaître la Production intérieure douce**, parce qu'elle existe, d'où l'importance de ce qui nous fait évoluer vers un revenu de citoyenneté qui reconnaîtrait que même sans emploi, les personnes sont actives et produisent de la richesse.
- ▶ **3. Diminuer au maximum la Dépense intérieure dure**, parce qu'elle existe et que quand elle existe, c'est toute la société qui se détériore en même temps que la personne.

¹ Les économistes conviennent d'ailleurs de certaines lacunes du PIB comme indicateur de richesse: il ne couvre que ce qui est monétaire, et échappe donc tout le temps donné; la détérioration de l'environnement n'est pas prise en compte; le travail au noir non plus; ce n'est pas non plus un indice de bonheur ou de bien-être.

² Ou un revenu de citoyenneté. Il y aurait une logique sur le plan de la gestion et des coûts de gestion d'ailleurs vu que ce revenu est très faible à considérer cette contribution ou valeur ajoutée sur une base collective et informelle plutôt qu'individuelle et contrôlée à la pièce.

Fiche 3

La société et l'humanité, ça existe, il faut le dire au marché!

Preuves de transcendance des logiques mercantiles



Mercantile: vouloir tout apprécier, tout traiter et tout contrôler selon une valeur dans un marché.

Exemple: Roberval. Un jeune à l'aide sociale cherche une job sans en trouver. Alors il offre gratuitement ses services sur une ferme pendant l'été, histoire de rester actif et en forme. On le remercie avec le repas du midi. Quelques mois plus tard, ça se sait à l'aide sociale. On lui coupe son chèque d'aide sociale au complet sous prétexte que pendant ce temps il n'était pas disponible pour l'emploi. Il contacte un groupe de défense de droits et ils vont en révision. En révision, on lui rétablit l'aide, mais on lui réclame 800\$ en lui disant que c'est la valeur du travail pour lequel il aurait dû se faire payer. L'affaire est en cours.

*

Quand un enfant vient au monde, on est content. On veut qu'il vive. On passe un temps fou à en prendre soin. L'enfant ne peut pas repayer l'amour qu'on lui donne. Mais il sourit. L'adulte qu'il devient est quitte face à l'attention reçue. Les gens qui misent sur leurs enfants comme ils investissent à la Bourse sont malheureux. Et leurs jeunes aussi.

*

Quand une personne meurt, on la pleure. Elle avait une valeur pour nous. Son portefeuille n'avait rien à voir là-dedans. Ce pouvait être sa manière de faire de la musique, de plaisanter. Peut-être toutes sortes d'attentions qui ont embelli la vie. Pas

nécessairement. On pleure même les plus riches et les plus acariâtres. En fait on pleure ceux qu'on connaît. Ce sont les liens qu'on tisse ensemble qui nous attachent. Exclure, c'est refuser les liens.

*

Quand Madame Hébert a su qu'elle était en phase terminale, on lui a donné le choix de demeurer à l'hôpital (dans le PIB) ou de rentrer à la maison (dans le PID). Elle a décidé de rentrer chez elle. Francine, sa fille, et une amie, Linda, l'ont veillée 24 heures sur 24 jusqu'à sa mort. Linda a même appris à faire les piqûres de morphine. Dans le système hospitalier la valeur comparable de leur travail aurait été d'environ 1000\$ par jour. C'est moins que Linda et Francine ne reçoivent en un mois puisqu'elles sont à l'aide sociale. Pendant le temps où elles ont soigné Madame Hébert, elles avaient peur toutes les deux d'être contrôlées par l'aide sociale et de devoir s'activer dans un programme. Personne ne leur a dit qu'en réalité elles auraient eu droit à un supplément. Pendant que les décideurs s'énervent à vouloir contrôler le moindre dollar qu'ils redistribuent vers des personnes sans emploi, plusieurs personnes sans emploi s'énervent à vouloir offrir la meilleure qualité de vie à leur entourage, selon des critères d'humanité qui échappent au marché qui de son côté ne s'y intéresse pas. Madame Hébert a été très bien soignée. Elle a été beaucoup pleurée. Linda et Francine, et tant de femmes et d'hommes comme elles, continuent d'être serviables et de prendre soin du monde autour d'elles comme madame Hébert l'a fait avant elles. Pendant ce temps, des gens présument que plusieurs centaines de milliers d'adultes à l'aide sociale vivent dans l'inaction et auraient besoin d'être forcés à s'activer. Qu'est-ce qu'on en sait? Qu'est-ce qu'on sait de la contribution silencieuse de ces personnes à leur société? Qu'est-ce qu'on sait du nombre de fois où elles ont cogné sans succès à la porte du marché?

*

Diane ne peut rien faire par elle-même. Sylvie est une des personnes qui sont employées avec un tout petit salaire pour prendre soin d'elle. Dans une logique de marché, tout cela ne fait aucun sens. Comme cela ne fait aucun sens qu'on ait payé pour lui permettre d'aller à l'université où elle a un diplôme de premier cycle. Il doit bien y avoir une autre raison qui fait que la société consent à salarier une personne pour prendre soin d'une autre personne sans qu'aucune richesse matérielle ne soit produite. Diane ne peut ni manger, ni bouger par elle-même. Il lui faut un effort de plusieurs minutes pour dire une seule phrase. Pourtant elle est resplendissante. Elle est membre à part entière du CAPMO. Sans elle le CAPMO serait différent. Et Diane est vivante.

*

Jean-Yves, Line, Sylvie et combien d'autres travaillent avec du monde poqué à un salaire bien moindre et bien plus précaire que celui que permettrait leurs études en service social ou en psychologie. Pire ils et elles se défoncent au travail sans compter leur temps supplémentaire et sans jamais le faire rembourser. De toute façon, il n'y aurait pas de quoi le rembourser dans leurs groupes. Ces personnes sont motivées... par elles-mêmes. Comment peut-on expliquer ça?

*

Des gens donnent leur vie pour des gens qu'ils aiment et même pour des gens qu'ils ne connaissent même pas. Sans rien recevoir en retour. Et même en perdant leur vie. Comment cela se fait-il?

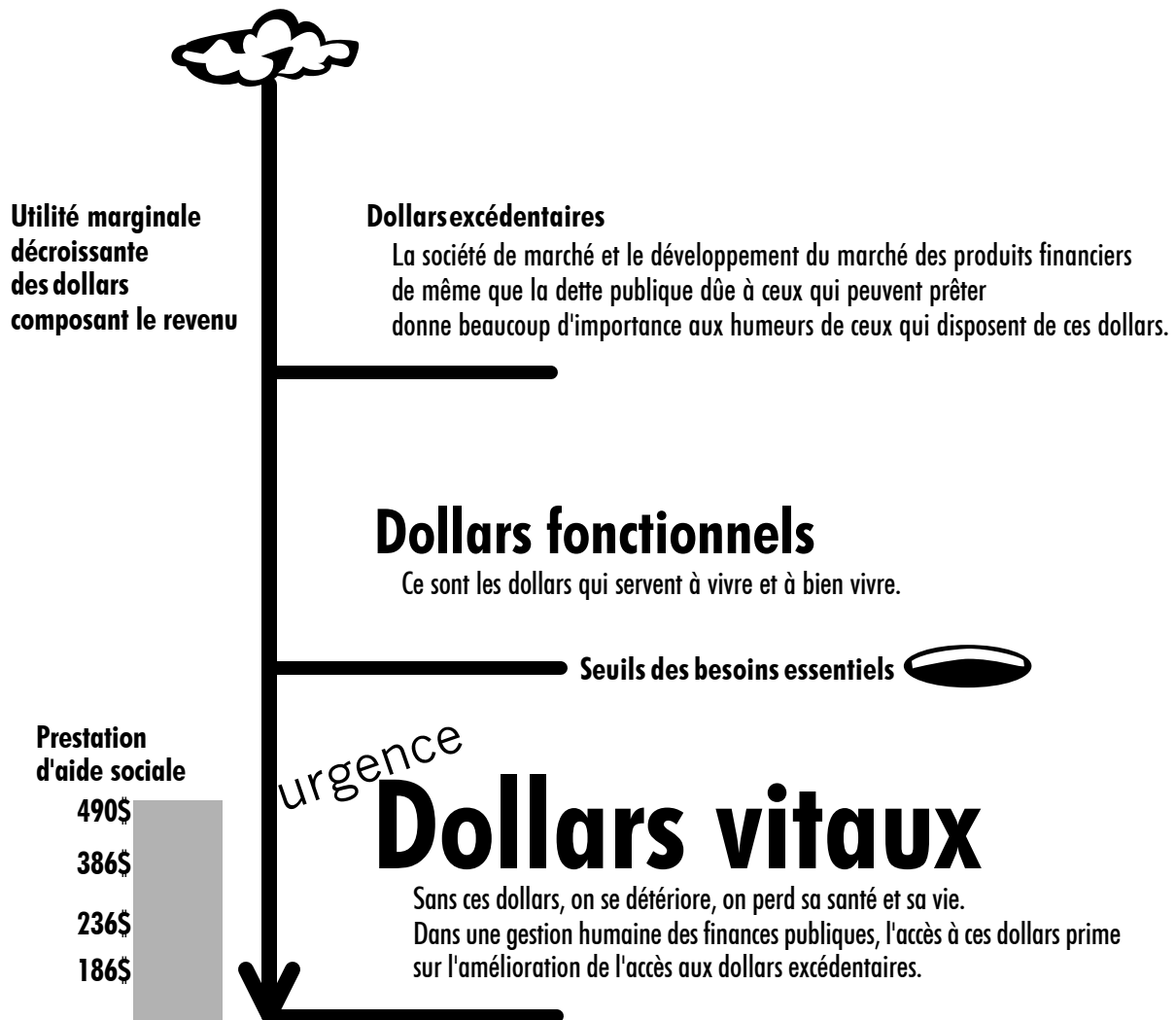
*

La société et l'humanité, ça existe. Il faut le dire au marché.

*

Fiche 4

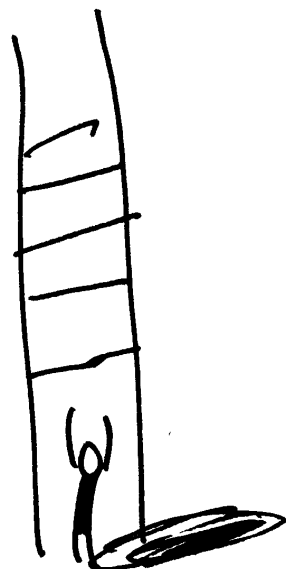
«A buck is not a buck is not a buck!»: Dollars vitaux, dollars fonctionnels, dollars excédentaires



Tout ce qui conduit à couvrir les besoins essentiels est de l'ordre du vital. En dessous de ça une personne se détériore. Plus un État se préoccupe de garantir un revenu de base jusqu'à ce seuil, plus il agit avec prévoyance. Sous ce seuil, la personne est propulsée dans une dynamique infernale qui l'empêche de s'en sortir. Au-dessus, se succèdent la dynamique des dollars fonctionnels et celle des dollars excédentaires. Permettre à tout le monde d'avoir accès aux dollars vitaux, c'est une question de gros bon sens. Dans le langage des économistes, ça s'exprime en termes d'utilité marginale décroissante du dollar dans le revenu. Cela veut dire que les dollars n'ont pas tous la même valeur. Cette valeur dépend aussi du revenu où elle s'accroche.

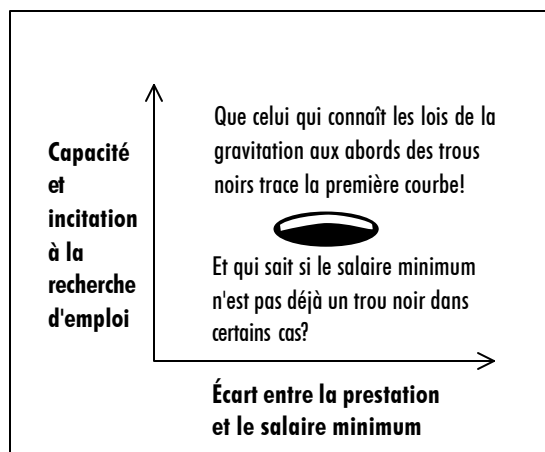
Il manque environ 1 MM\$ de dollars dans l'espace des dollars vitaux au Québec. C'est la mesure du déficit de vitalité auquel la société consent tacitement en acceptant l'équilibre actuel de la distribution de la richesse. L'accès à ces dollars vitaux devrait primer sur la réduction des impôts et sur toute mesure libérant des dollars fonctionnels ou (surtout!) excédentaires.

Un déficit en dollars vitaux cela veut dire:



- ▶ des périodes de temps où des personnes n'ont aucune liquidité,
- ▶ des choix à faire entre des besoins de base, par exemple entre des aliments et des médicaments,
- ▶ la liquidation des biens, souvent à très bas prix, et la perte de leur usage,
- ▶ une moins bonne santé mentale et physique,
- ▶ la reproduction de la pauvreté par des déficits transmis à la famille, aux amis, à l'entourage,
- ▶ l'accumulation des dettes et du stress,
- ▶ le recours à des formes de crédit usurières,
- ▶ la perte d'accès à des services permettant la sociabilité comme le téléphone, le transport,
- ▶ beaucoup de temps passé à résoudre de petits problèmes, mais vitaux,
- ▶ l'incapacité de faire une bonne affaire quand une chance passe,
- ▶ un handicap sérieux à la recherche d'emploi qui devient hors de portée parce que trop coûteuse,
- ▶ une incitation à l'économie au noir,
- ▶ la promotion d'économies parallèles de deuxième ordre,
- ▶ la perte de contrôle sur sa vie privée et la soumission à des dépannages souvent humiliants ou paternalistes,
- ▶ la détérioration du marché local.

C'est Christian qui parle. Il compare la prestation à un feu et à la façon dont l'humanité a pu se débrouiller une fois qu'elle a assuré le feu: «À partir du moment où l'humain trouva le feu, il se réchauffa. À partir du moment où l'humain contrôla le feu, il inventa. Le chèque d'aide sociale est comme un petit feu qui n'a pas été encore contrôlé. Il est chaud, mais on doit continuellement le nourrir. Il chauffe, sans nous donner le temps d'être créatif et de rompre avec la survie de base. Autrement dit, on perd notre temps à nous réchauffer parce qu'il n'est pas assez gros. Quand le chèque sera comme le feu contrôlé, on pourra penser à rompre le cercle vicieux de la survie pour montrer notre vrai potentiel d'être humain.» Christian sait de quoi il parle, il n'a pas assez de revenu pour faire toutes les recherches d'emploi qu'il voudrait, parce que ça implique des frais de transport, de photocopie et de poste. Il n'a pas les dollars qu'il faut pour ça.

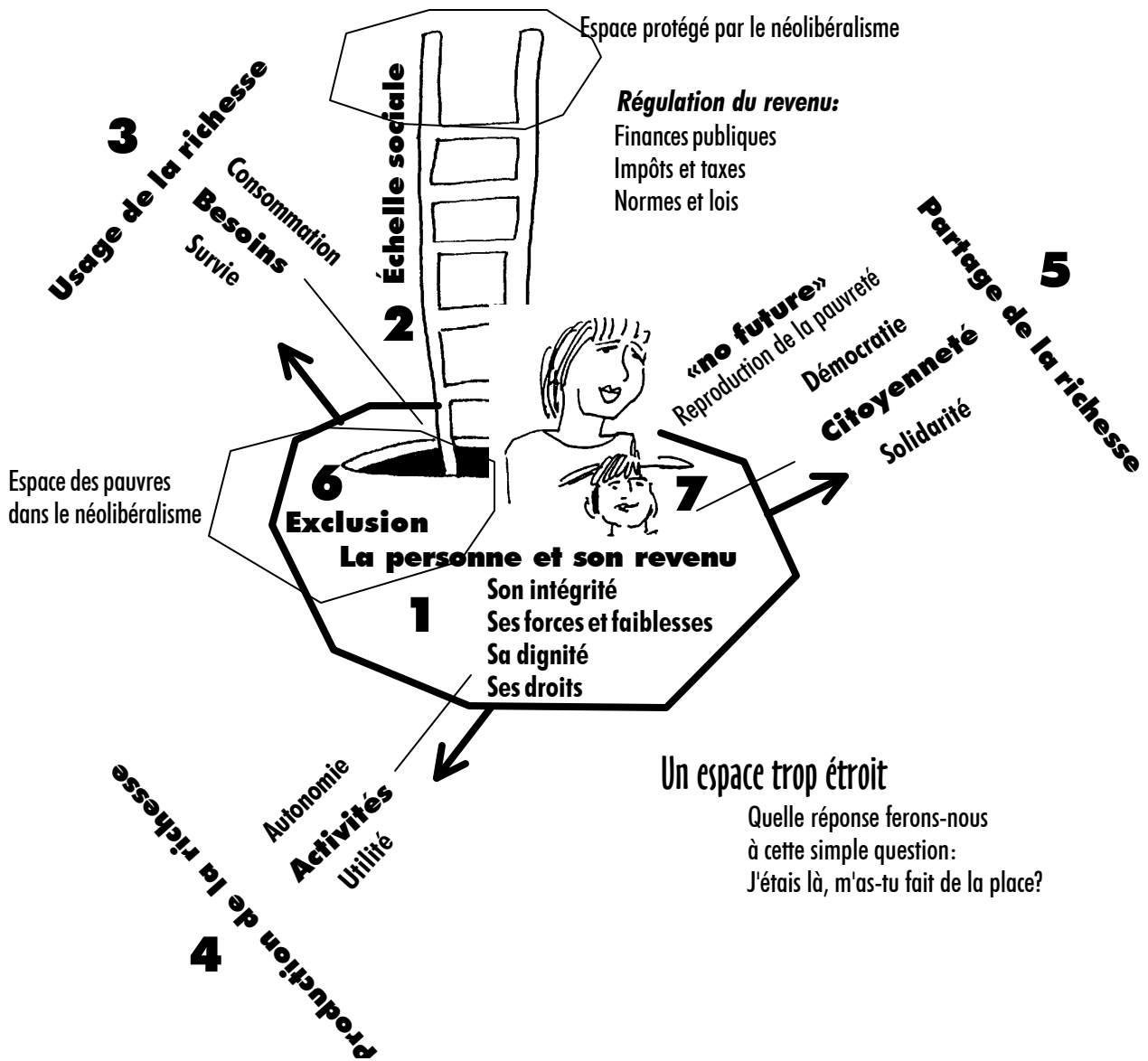


Quand on dit qu'il faut augmenter l'écart entre l'aide sociale et le salaire minimum pour inciter à l'emploi et qu'on baisse l'aide sociale très en dessous des besoins essentiels, est-ce qu'on sait ce qu'on fait? Jean propose de dessiner une courbe. On ne sait pas comment la dessiner, mais on sait que sous le seuil des besoins essentiels, la capacité de recherche d'emploi est remplacée par d'autres règles et une autre culture: la survie.

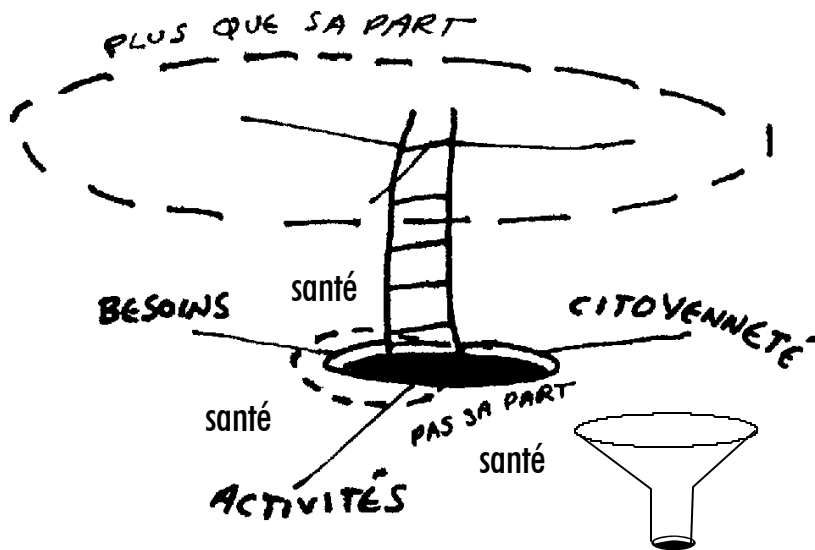
On ne peut pas mettre les gens au frigo en attendant que la richesse arrive jusqu'à eux. C'est pourquoi on ne peut pas non plus miser sur un effet de la croissance économique. **Pour les dollars vitaux, il faut des mesures directes au niveau de la sécurité du revenu et de l'accès à l'emploi.**

Fiche 5

Un modèle pour concevoir le pacte social et fiscal



Le schéma ci-dessus nous sert souvent pour animer des discussions sur le pacte social et fiscal. On a tout ce qu'il faut dedans. La personne est au centre dans son intégrité, avec son potentiel et ses limites, avec son histoire et son avenir, avec sa famille et dans sa société. Elle doit vivre et pour cela elle doit avoir accès à un revenu. Elle fait face à trois types de nécessités: répondre à ses besoins et à ceux des siens, s'intégrer à l'activité humaine (culturelle, sociale, économique) et avoir de l'influence sur sa société comme citoyenNE. Dans cette société, il y a une échelle sociale, des écarts qui se créent et des moyens d'y remédier, comme le pacte social et fiscal, autrement dit les impôts, les taxes et les lois et autres ententes entre nous.



Quand on vit la pauvreté, on est dans le tuyau de l'entonnoir dont parle Serge-Emmanuel, et qu'on retrouve dans le schéma ci-contre.

Éliminer la pauvreté, ce serait trouver le moyen de permettre aux personnes qui sont dans ce tuyau d'agrandir l'espace autour d'elles et d'avoir accès à ces grandes fonctions qui font la vie en société.

Ce serait aussi travailler à réduire les écarts entre le haut et le bas, même si c'est dérangeant, parce que ces écarts n'ont aucune

justification valable sur le plan humain. Ils n'ont que des justifications dans la loi du marché.

Lors d'un débat au Parlement de la rue en novembre 1997, des gens ont défini **la santé comme étant le fait de pouvoir accéder aux trois pôles identifiés ici: les besoins, l'activité, la citoyenneté**. Plusieurs personnes ont expliqué que la santé était en dehors de leur cercle, de leur marge de manoeuvre. On comprend mieux en voyant ça pourquoi la pauvreté est un déterminant de la mauvaise santé dans **La politique de la santé et du bien-être** du Québec. On comprend mieux aussi qu'en faisant de la place, on travaille en même temps au développement de personnes et de communautés en santé.

Des vies en souffrance

1. La souffrance de sentir ses limites et en particulier la souffrance de ne pas se sentir une personne.
2. La souffrance liée au sentiment de l'injustice.
3. La souffrance de ne pas pouvoir répondre à ses besoins et à ceux des siens.
4. La souffrance de ne pas se sentir utile.
5. La souffrance de vivre avec les décisions des autres, en étant géré.
6. La souffrance liée au sentiment d'exclusion et de (con)damnation.
7. La souffrance liée à l'absence d'espérance.

Avec ce schéma, une fois qu'on a pris acte des souffrances que vivent les personnes dans chacune des zones, on peut commencer à chercher des solutions spécifiques à chacune de ces zones. Et aborder plusieurs aspects en même temps. Des aspects qu'on pourrait avoir tendance à oublier, comme l'exercice accru de la citoyenneté (le workfare, c'est imposer l'activité contre les besoins en oubliant la citoyenneté).

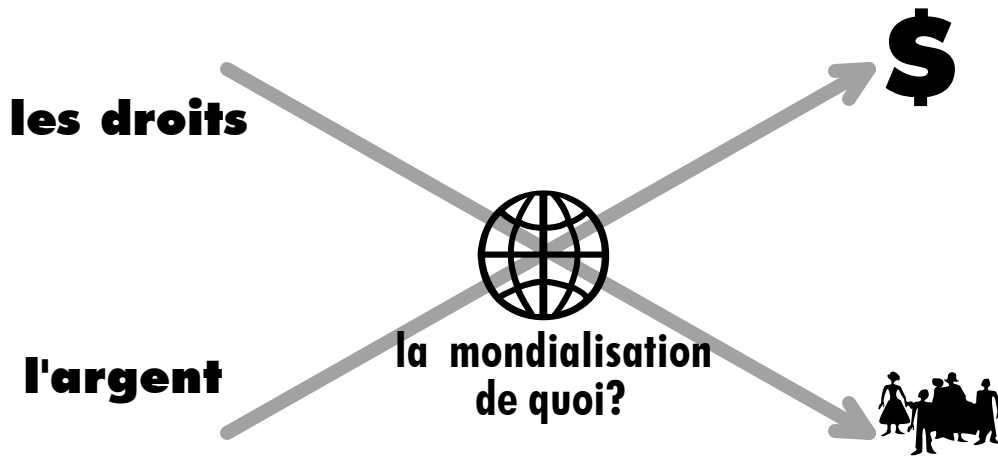
Tout le travail de recherche de solutions fait au Carrefour de savoirs a été réfléchi ainsi.

C'est ce même schéma qui a donné l'armature aux histoires de vie qui sont publiées dans un cahier séparé.

On a donc là un bon outil de référence, si on veut travailler au changement à partir d'une vision du développement humain et social.

Fiche 6

«Quand l'argent monte, les droits baissent!»: La loi de l'argent et des droits



Lors d'une rencontre de solidarité internationale, Blase Bompane, militant américain des droits humains, fait la remarque suivante: «**Quand l'argent monte, les droits baissent!**» On dirait le X de la loi de l'offre et de la demande, mais appliqué à deux dimensions de la société: **le marché et l'humanité.**

Qu'est-ce que Blase Bompane veut dire? Quand l'appétit pour faire de l'argent est accentué, on fait moins attention aux personnes. Par exemple, pour augmenter sa marge de profit et rester compétitif avec les autres qui font de même, on va couper des emplois et redistribuer le travail parmi ceux qui restent, sans se préoccuper du fait qu'on coupe à des personnes et à leur famille l'accès au revenu qui leur permet de vivre. Pendant les années 1970 avec la montée du mouvement féministe, avec la force du syndicalisme, on imposait un bon rapport de force qui empêchait l'argent de prendre toute la place. Depuis les années 1980, le pouvoir de l'argent a pris de la force. Et les droits ont baissé. On n'a qu'à faire la lecture de l'évolution du droit à l'aide sociale, acquis en 1970 et perdu en 1988 avec l'adoption de la loi 37.

On peut remarquer le contraire aussi. **Quand les droits augmentent, le besoin pour l'argent diminue.** Par exemple, s'il était clair que nous allons prendre soin de tout le monde correctement au moment de la retraite, les gens sentiraient de façon moins excessive cette compulsion à ramasser de l'argent pour leurs vieux jours.

En explorant ce schéma nous sommes arrivés à une définition double de la richesse. **La richesse, c'est l'argent et c'est les gens.** Nous sommes dans une société qui fait l'exclusion par l'argent, alors qu'il y a deux façons de s'en sortir sur cette planète:

- ▶ l'argent,
- ▶ les amis, un réseau, du monde qui se connaît et se supporte.

Sans argent, mais avec un réseau, on peut vivre. Sans réseau, mais avec de l'argent, aussi, peut-être... mais avec quelle solitude! Il faut beaucoup d'argent et beaucoup de consommation pour remplacer le simple plaisir que procure un bon, beau et solide réseau humain.

L'argent et les gens, ça peut aller ensemble, mais ça peut aussi aller en contradiction un avec l'autre.

Même chose pour le Québec. On peut voir le Québec comme un chiffre, comme un PIB. On peut voir le Québec comme 7 millions de personnes.

Il y a des cultures en jeu dans la façon de passer par l'argent. Le Québec a beaucoup la culture de la corvée dans son histoire. Nous sommes familiers avec l'idée d'activités pour **répondre ensemble à nos besoins**. Parfois, souvent, avec l'insistance sur le fric et sur la compétition, on a l'impression d'être forcéEs «dans une culture qui est pas la nôtre».

Si la richesse, c'est de l'argent ou des possessions ayant valeur monétaire qui n'ont pas été suffisamment dépensés et qui causent de la souffrance, et que la pauvreté, c'est de l'argent ou des possessions ayant valeur monétaire qui n'ont pas été suffisamment gagnés et qui causent de la souffrance, alors la richesse et la pauvreté sont toujours une source d'insécurité et un bâton dans les roues de la paix et du bonheur. Les inégalités du monde viendraient-elles de la peur de donner ou de recevoir?

L'argent n'a de sens que dans la dépense marchande. L'argent, ça ne veut rien dire si c'est pas dépensé. Les mots richesse, pauvreté, dollar, ne veulent rien dire dans un contexte national, c'est dans un contexte d'échange entre les gens que c'est vécu. L'argent n'a de sens que lorsqu'il coule, lorsqu'il est échangé. L'essentiel est dans le comment on vit et réalise cet échange. L'essentiel est toujours vécu au niveau d'une vie par des personnes en vie.

Dans les années 1990, l'argent a pris de plus en plus de place. Avec la perspective de l'**Accord multilatéral sur les investissements (AMI)**, les entreprises réclament encore plus de pouvoirs face aux structures politiques. Elles veulent être compensées si on les limite pour permettre aux gens de respirer. Il n'y a pas de fin à ce qu'on peut se mettre à exiger quand on pense que l'argent a tous les droits. Prenons le Mexique de l'ALENA: il est un violateur des droits fondamentaux de premier ordre au Chiapas. Prenons les travailleurs agricoles du Costa Rica qui sont devenus stériles à cause des arrosages chimiques pour produire plus de bananes. Prenons les mines d'or qu'on exploite à ciel ouvert au Panama en laissant le cyanure percoler dans des rivières utilisées par la population autochtone.

Alors il faut rappeler **un autre engagement que nous avons pris en 1995:**

«Donner aux pauvres les moyens de s'organiser et de participer à tous les aspects de la vie politique, économique et sociale [...] leur permettant de devenir de véritables partenaires du développement [...] formuler des plans nationaux [...] pour réduire considérablement la pauvreté et éliminer la pauvreté absolue.»

Engagement des Nations au Sommet mondial de Copenhague, 1995

Alors on peut imaginer que ce serait beaucoup mieux de **mettre le marché en tension avec les droits**. Et être plusieurs à le faire ensemble, dans plusieurs lieux et en même temps.

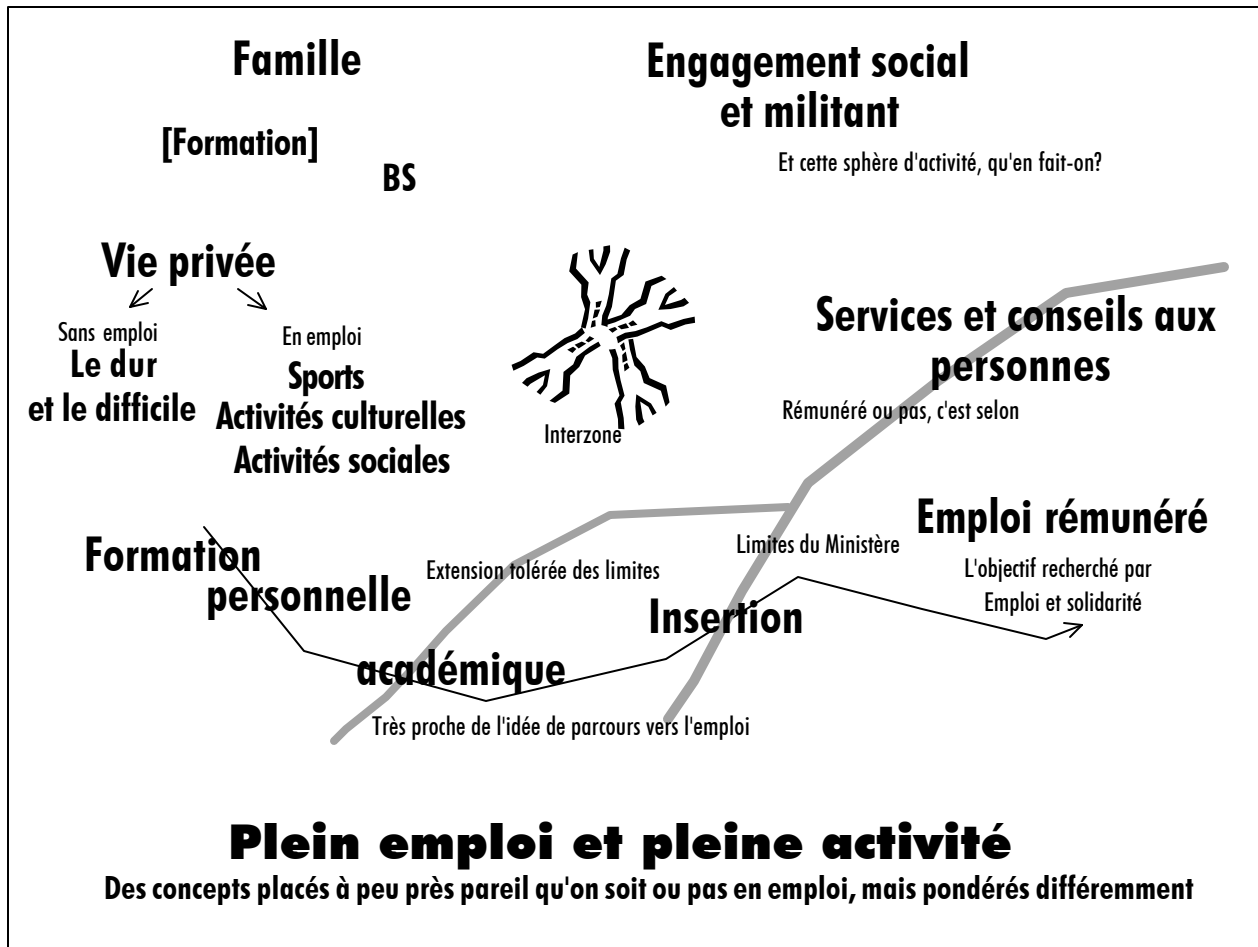
Alors on peut trouver que ça aiderait beaucoup de **nous donner une loi pour confirmer cet engagement**.

Comme dit Nelson Mandela: **«La sécurité pour quelques-uns, c'est l'insécurité pour tous.»**

La fin de la pauvreté, c'est la richesse pour tout le monde. Et c'est possible.

Fiche 7

L'activité humaine utile à la société, c'est plus que l'emploi: Un exercice de cartographie de concepts



L'activité humaine utile à la société, c'est plus que l'emploi. On le sait. Comment se le démontrer et comment en tenir compte?

Voici, de façon très succincte, les résultats d'un exercice de cartographie de concepts mené dans le cadre d'un autre carrefour de savoirs tenu au CAPMO entre novembre 1997 et avril 1998 sur le thème Plein emploi/pleine activité. Une dizaine de personnes sans emploi de situations très diverses, mais ayant en commun d'habiter les quartiers centraux de Québec, se sont réunies périodiquement pour faire le point sur leur expérience de l'emploi et de l'activité. En particulier elles ont procédé à un exercice de cartographie de concepts, une sorte de méthode de brainstorming assisté par ordinateur, mise au point par Trochim, un chercheur américain. La technique est simple:

- ▶ le groupe fait une liste de ses expériences d'emploi et d'activité;
- ▶ on traduit cette liste en une centaine d'énoncés;
- ▶ les énoncés sont classés par chaque personne en une série de piles à laquelle elle donne un nom;
- ▶ chaque personne donne aussi un indice d'importance à chaque énoncé;
- ▶ ces données sont saisies et traitées avec un logiciel;

- ▶ le logiciel fait un calcul statistique et produit une sorte de carte où chaque énoncé est positionné par rapport aux autres;
- ▶ l'ordinateur regroupe aussi ces énoncés en un nombre variables de zones ou «clusters»;
- ▶ le groupe valide ces cartes générées par ordinateur avec sa propre analyse.

L'exercice ayant bien marché, l'idée vient de comparer les résultats entre ce groupe sans emploi et un groupe en emploi. **Une dizaine d'employés du Ministère de l'Emploi et de la solidarité, travaillant sur divers postes, du guichet jusqu'à l'élaboration des politiques acceptent de participer et font le même exercice.** Chaque groupe classe à la fois ses propres énoncés et ceux de l'autre groupe, ce qui donne quatre tableaux. Les deux groupes se rencontrent au terme de l'exercice pour analyser ensemble les résultats, que voici.

- ▶ Dans tous les cas, le fond de carte est le même.
- ▶ La sphère privée est au même endroit à gauche et la sphère publique à droite (certains ont dit le personnel et le social).
- ▶ L'emploi et le travail rémunéré est placé en bas à droite.
- ▶ L'implication sociale est en haut à partir du centre vers la droite avec la militance plus développée chez le groupe sans emploi et une superposition au centre droite de tâches de services aux personnes et à la communauté (qui sont rémunérées dans un groupe et pas dans l'autre).
- ▶ À gauche de l'implication sociale vient le soin à la famille qui s'y relie.
- ▶ Au centre gauche, c'est la vie privée de la personne avec beaucoup de difficultés, de problèmes à régler et de mal de vivre dans un cas, cette zone se superposant aux activités de sports/loisirs/vie sociale des travailleurs.
- ▶ La formation est à la même place en bas à gauche, sauf dans le cas du groupe sans emploi quand il s'analyse (en haut à gauche).
- ▶ Le bas de la carte correspond à la vision classique (sans l'activité sociale) du parcours vers l'emploi: de la personne et ses difficultés personnelles à la formation personnelle, à la formation générale et professionnelle, à l'insertion et la transition vers l'emploi, à l'emploi rémunéré.
- ▶ Les énoncés des travailleurs Emploi Québec sont plus regroupés. Ceux des personnes sans-emploi plus diffus.
- ▶ Les travailleurs ont constaté leur peu d'investissement dans l'action sociale et politique comparativement à l'autre groupe.
- ▶ Fait intéressant: le soin à la famille intégré à l'implication sociale, se classe du côté du privé-personnel quand on réduit les zones en deux mondes du côté des travailleurs alors qu'il est du côté public-social pour les énoncés des personnes des sans-emploi, ce qui rejoint la pleine acception du domaine plein emploi-pleine activité.

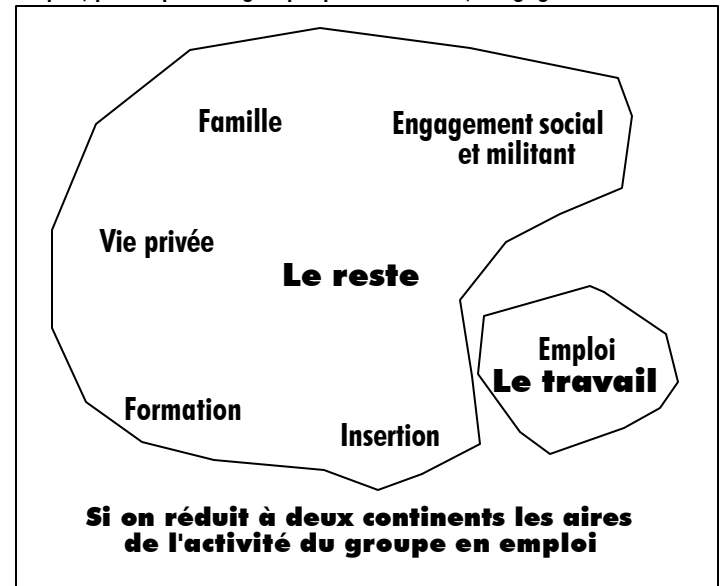
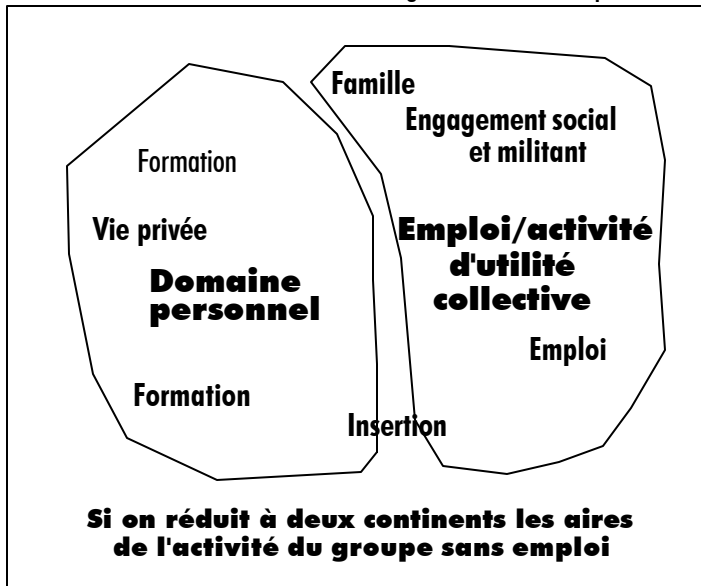
Une remarque passionnante des travailleurs: «On dirait que pour le groupe sans emploi les difficultés de la vie deviennent en soi une activité alors que nous on n'aurait jamais pensé les mentionner». «On dirait que ces personnes ont pensé le domaine emploi-activité de façon plus large que nous on l'a pensé». Précieux comme intuition quand on est de part et d'autre du guichet.

On regarde aussi ce que le Ministère considère dans sa lorgnette: **la quadran de droite (travail rémunéré et intégration professionnelle) avec au maximum les programmes extras au niveau des services aux personnes au centre vers l'implication sociale et la formation professionnelle en bas vers la gauche.** Cela nous aide à comprendre comment il se fait qu'il est si difficile de faire reconnaître l'implication sociale et que c'est si flou dans la définition (s'il y en a une) des parcours dans la présente réforme. **Tout le quadran de l'implication sociale est occulté en ce moment dans l'officiel ministériel tout en étant, dans cette double analyse, du domaine du public et de l'utilité sociale. Et pourtant tout le tableau a été défini par les deux groupes comme relevant de l'emploi et de l'activité.**

Ensuite les fonctionnaires se mettent à réfléchir sur leur action de support aux personnes en prenant ces tableaux comme modèles de référence. Par exemple, c'est complètement à gauche, dans la zone des difficultés, que devrait commencer le support, disent certainEs. Or c'est la zone d'un autre ministère (Ministère de la Santé et des services sociaux, thérapies, etc.).

Quand on demande au logiciel de réduire à deux zones les regroupements qu'il fait, on obtient deux cartes bien différentes dans le cas des personnes sans emploi et en emploi.

- Quant il s'agit des énoncés des personnes sans emploi, peu importe le groupe qui les a classés, l'engagement



social et militant est plus proche de l'emploi que du domaine personnel et forme ce qu'on pourrait appeler une zone d'emploi/activité d'utilité collective.

- Quand il s'agit des énoncés des personnes en emploi au Ministère, le logiciel regroupe l'engagement social et militant avec le reste de la vie personnelle et l'oppose à l'emploi; on a comme qui dirait le travail et le reste.

Quand ils se sont rencontrés, les deux groupes ont échangé là-dessus. **Il en ressort que quand tu as un emploi rémunéré, ta vie se découpe en fonction de l'horaire de travail, le fameux 9 à 5 des jours de semaine. C'est un horaire définisseur de contours. Quand tu n'as pas d'emploi, tout est beaucoup plus flou, sans limite. Il n'y a pas d'horloge. Par ailleurs le sentiment de l'utilité collective est présent, de même que le sentiment d'activité.**

Ces considérations démontrent à tout le moins qu'il **ne faut pas oublier que les schèmes de références, nécessairement reliés à des expériences, peuvent être très différents de part et d'autre du guichet.** Elles invitent aussi à s'ouvrir davantage à toute la question de l'implication sociale, qui ne peut être examinée uniquement à partir du domaine d'expérience et de référence des décideurs, lesquels sont forcément intégrés à une dynamique qui leur est propre, mais qu'ils ne peuvent généraliser.

Plusieurs des participantEs à ce carrefour de savoir avaient des activités utiles et importantes, mais qui auraient conduit à un classement négatif en réponse à la question-clé des sondages qui font les contours de la population active: la semaine dernière étiez-vous à l'emploi ou avez-vous cherché un emploi? Par exemple, deux personnes étaient en train de travailler au plan de financement d'une joujouthèque dans le cadre d'un programme d'économie sociale. Une autre, classée dans la catégorie Soutien financier et ayant effectivement plusieurs problèmes de santé incapacitants, était pourtant très active dans son groupe et rendait d'immenses services, par exemple en préparant des repas, en livrant du courrier, en participant à des réunions de planification. Un autre tenait une revue de presse remarquablement précise et bien faite.

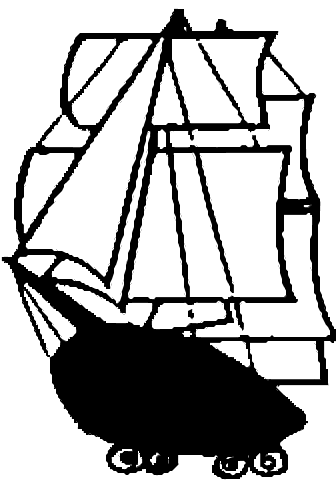
On pourrait aussi donner l'exemple d'un autre participant. Il est inscrit au Carrefour de savoir, lequel apparaît sur la carte dans la zone de l'implication sociale. En plus, il s'agit cette fois d'une activité dûment reconnue par le ministère. Son agent le convoque pour un programme AGIR, c'est-à-dire pour une activité de recherche d'emploi. Le participant n'arrive pas à s'expliquer. Il doit donc laisser tomber le carrefour pour suivre le programme. Il tente de faire les recherches d'emploi demandées, mais n'atteint pas l'objectif. Il est alors pénalisé de 150\$ sur son chèque, l'agent invoquant l'article 28 sur la disponibilité à l'emploi. Les responsables du Carrefour contactent l'agent, sachant que le Ministère approuve l'activité, et expliquent que le carrefour de savoirs est dans l'esprit du fameux article 28. L'agent rétorque: «Ce n'est pas l'esprit, mais la lettre de l'article 28 que j'applique.» Par chance, il devra revenir sur sa décision.

Voici un exemple où **un agent formé à la langue de bois par un système aveugle à la réalité de tout l'espace de l'activité et de l'emploi, retourne une personne en difficulté vers sa zone personnelle difficile** (à gauche dans le schéma) **au lieu de l'aider à s'en sortir en reconnaissant son espace de mouvement et d'implication sociale** (en haut à droite). Pourtant grâce à ce carrefour de savoirs, des connaissances nouvelles ont été produites. Des connaissances qui sont immédiatement utiles à des débats centraux sur la façon d'administrer la sécurité du revenu et de concevoir l'insertion sociale et professionnelle.

Ajoutons que ce carrefour de savoir sur l'emploi et l'activité a mis en évidence une autre réalité, invisible sur les cases des formulaires: **l'existence de grands excessifs qui ne «fittent» jamais ou difficilement dans les cadres raisonnables et moyens dans lesquels on conçoit la vie en société et l'insertion en emploi.** Pourtant ces individuEs peuvent rendre de grands services si on cherche plutôt comment cette personne-là peut trouver sa fonction dans cet environnement-là et comment cet environnement, lui, peut s'adapter à la nature excessive de la personne qui se présente à lui. **Le marché ne fera pas ça. Sur le terrain du Produit intérieur doux, c'est pensable. Alors il faut trouver un moyen qui n'est pas l'emploi pour garantir le revenu et éviter la Dépense intérieure dure.**

C'est la dynamique décrite dans un conte de la tradition orale, **Le bâtiment qui va sur terre et sur mer**, où c'est le plus atypique de la famille qui réussit avec l'aide appropriée à construire un bateau qui va sur terre et sur mer (beau symbole de l'ambivalence entre emploi et activité!). Le héros embauchera des marginaux, un grand mangeur, un grand buveur, un grand coureur, un grand souffleur, etc., qui l'aideront à faire fortune en exerçant leurs compétences non pas de neuf à cinq, mais au moment opportun.

Terminons ce compte-rendu par une énigme. Qu'arrive-t-il à un bateau qui va sur terre et sur mer dans une zone de sables mouvants, où ce n'est ni la terre, ni la mer?

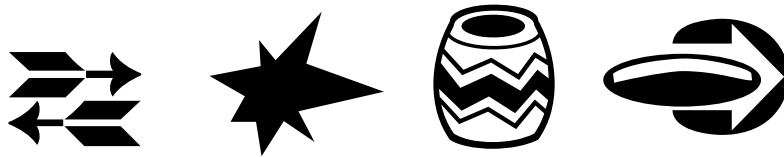


Dans notre société quelles sont les situations qui sont à la marge de l'emploi et de l'activité et qu'arrive-t-il aux personnes et aux communautés qui s'investissent dans ces zones?

Fiche 8

Oeil pour oeil, dent pour dent?

Au-delà de l'échange réciproque et biunivoque, plusieurs cultures économiques dans une même société



«Si on milite pour la biodiversité, imaginons l'importance de militer pour la diversité des cultures, des peuples, des langues.»

«L'humanité est riche de la différence, de la diversité.»

Bernard Landry, Bibliothèque Gabrielle-Roy, 6 avril 1998

On nous casse la pipe avec la réciprocité. Il n'y a pas que cela dans la vie.

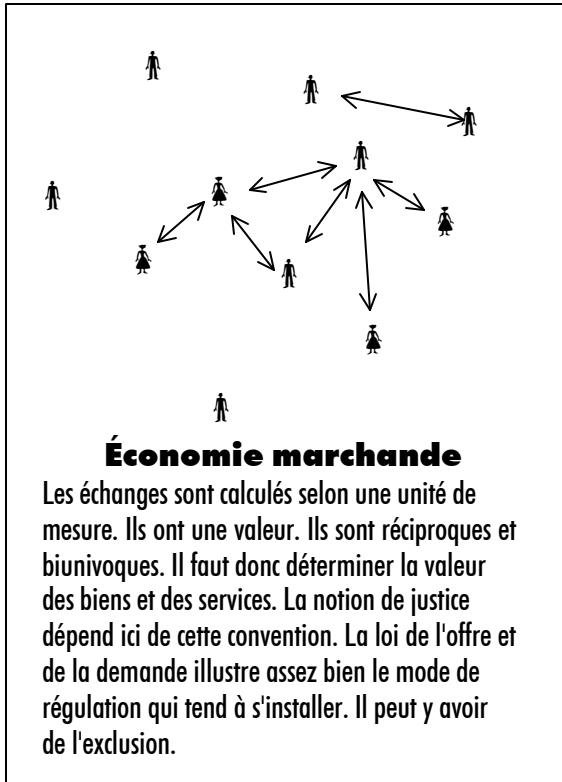
Disons pour faire bref qu'il y a au moins quatre cultures économiques dans notre société: l'économie informelle, pour subsister, l'économie de marché, pour échanger, l'économie publique pour partager et l'économie de crédit pour patienter, ce dernier chemin traversant en quelque sorte tous les autres.

La réciprocité, c'est le propre d'une de ces cultures économiques, mais pas nécessairement des autres.

Chacune de ces modalités implique un mode de relation particulier.

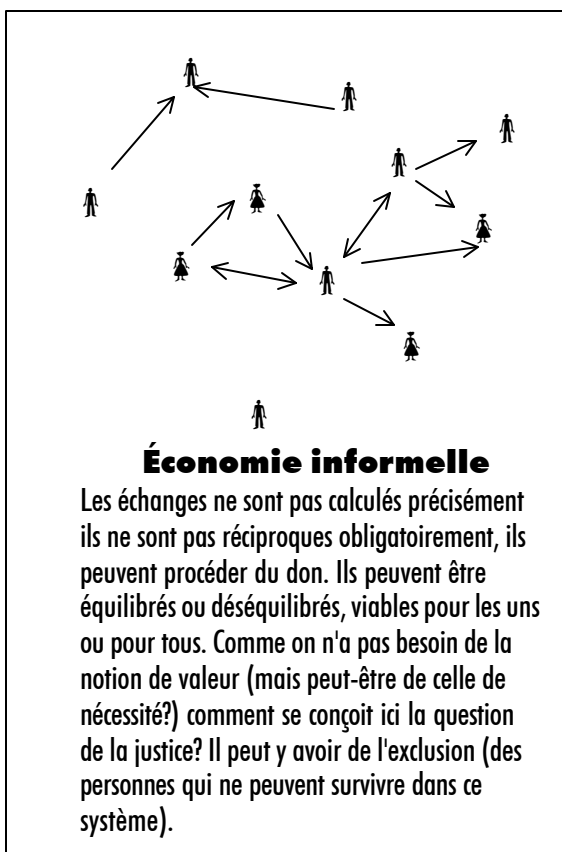
Le marché implique un échange réciproque et biunivoque. Il se calcule et se mesure, ce qui permet de conceptualiser la fameuse loi du marché, la loi de l'offre et de la demande (en passant, cette loi existe-t-elle quand le mode est informel ou public, et est-ce bien toujours elle qui agit quand on passe dans la sphère du crédit?). Quand c'est informel, c'est flottant, ça suit une coutume, ce n'est pas nécessairement égal ou à double-sens, ça peut être à sens unique. La dimension publique met tout dans un panier, le fiscus, l'assiette fiscale, et repart de ce panier pour redistribuer les deniers. Il y a ici une entente commune qui préside aux actions. Tout arrive au panier et en repart. On ne peut donc pas traiter ça de façon réciproque: le panier devient un outil des choix communs. La dimension du crédit est plus difficile à schématiser, il y a un trou, un sablier, un taux, quelque chose de virtuel, une obligation: c'est dans le temps que ça se passe.

Essayons de visualiser cela.



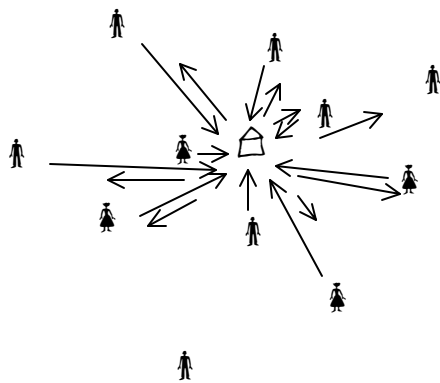
Dans l'économie marchande l'échange est suivi attentivement. Chaque transaction est le fruit d'un contrat, d'une règle, d'un calcul, qui échange un bien ou un service pour de l'argent ou pour une valeur connue et commune.

Quelqu'un fait une tarte. L'autre la veut. Un prix est fixé. Il y a un acheteur et un vendeur. La tarte et l'argent changent de bord. C'est à double sens.



L'économie informelle ne suppose pas cette sorte de contrat individualisé. Dans une famille par exemple, ou entre amis, des activités de production, de consommation, de partage ont lieu. L'important, c'est que ça s'équilibre à peu près. Si dans une famille on se mettait à tout calculer, on n'en finirait plus... et la chicane finirait par prendre! En plus, comment arbitrer une série de gestes qui ne se comparent pas, inégaux même, mais qui finissent pas balancer, on ne sait trop comment: un fait plus telle chose, l'autre telle chose, des choses qui ne sont pas mises en rapport. Et la vie continue. Il y a des choses qui se vivent mieux dans un certain flou, un peu comme des éléments en suspension dans une solution.

Un bon exemple d'échange informel, c'est un repas où chacun amène quelque chose. Il y a toujours des gens qui en font plus, d'autres qui n'amènent rien parce qu'ils n'ont pas eu le temps. Des gens qui dévorent, et d'autres qui picorent. D'autres qui content des histoires. Tout le monde mange et on ne s'en formalise pas, à moins que ça devienne très déséquilibré et à répétition. On intuitionne qu'on ne saisira jamais vraiment la dynamique des contributions par un simple calcul. On accepte aussi que des personnes soient en évolution dans leur capacité de donner et de recevoir.



Économie publique

Selon une entente convenue, il y a contribution de plusieurs dans un panier et redistribution de biens et de services à partir de ce panier. Les règles de contribution et de distribution deviennent alors importantes et ont à voir ici avec l'idée qu'on se fait de la justice. Les relations sont par faisceaux, n'impliquent pas nécessairement que ce soit réciproque et biunivoque. Il peut y avoir de l'exclusion.

L'économie publique, disons fiscale, ressemblerait plutôt à chacun contribue selon ses moyens et reçoit selon ses besoins selon une règle précise et fixée ensemble. On accepte par exemple de contribuer à la caisse de l'assurance-maladie (taxe sur la masse salariale) au pro-rata des revenus, mais personne ne veut un retour sur ça. On en fait un pot commun. Si on n'est pas malade on est très content. Et on admet très bien que cet argent doit servir aux personnes qui sont malades, peu importe l'importance de leur contribution. Seulement pour que ça fonctionne, il faut la solidarité, i.e. la capacité de ne pas chercher uniquement son propre intérêt, mais de vouloir aussi l'intérêt de l'autre et de pouvoir même le faire primer quand besoin est là.

Quant à l'économie de crédit, c'est plus complexe, on va laisser faire pour le moment.

L'idée ici était tout simplement de démontrer que nous avons besoin de ces modalités variées. Il est réducteur de demander à l'économie publique de se comporter comme une entreprise. Ce n'est pas ça qu'on attend d'elle. On attend d'elle qu'elle se fasse attentive au bien commun. On ne veut pas non plus que chaque activité soit calculée et contrôlée. Il y a d'autres fois où ça fait bien notre affaire de payer et d'avoir la paix.

Tout ça amène des questions: Est-on prêt à vivre un véritable pluralisme économique avec les choix et les compromis que ça suppose? Et alors qu'est-ce qu'on veut voir du ressort de quoi?

Et aussi: Est-ce juste? Mais selon quels critères et quelle culture économique?

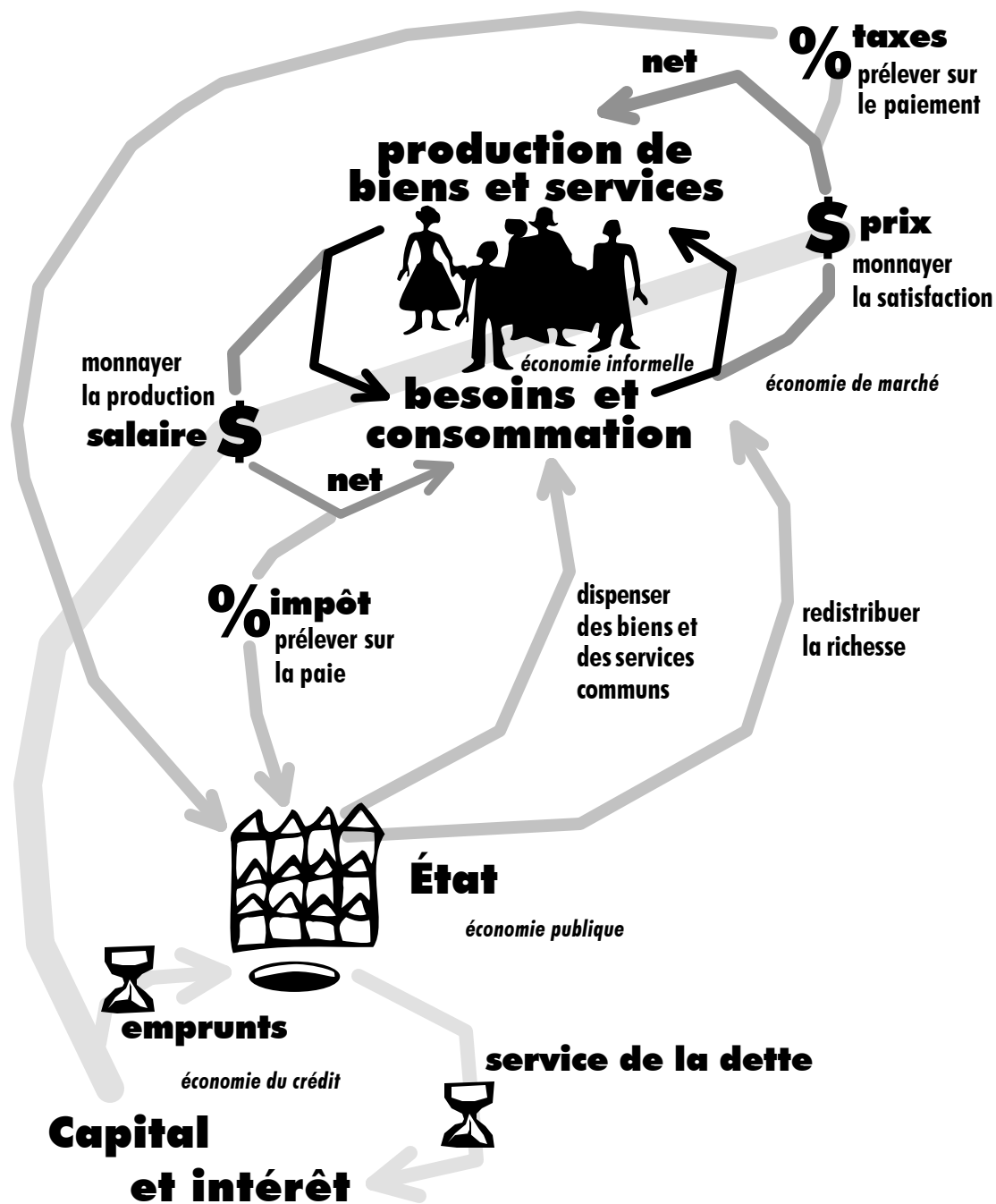
Continuons. Quand les gens s'aident, ce n'est pas nécessairement égal et réciproque. Certaines personnes sont très aidées, d'autres sont très aideuses. Ça peut varier selon le moment, le milieu. Il y a l'entraide, une forme réciproque. On peut aussi s'aider soi-même. Il n'y a pas toujours un échange, monétaire ou autre. Il peut y avoir un don. Dans les contes, par exemple, on se fait donner des objets, ou encore on échange un bien contre un autre, un service contre un renseignement, et ainsi de suite, mais aussi, on héberge, nourrit, délivre, soigne, transporte, raconte et ainsi de suite. Et on se fait avoir. Et on s'en sort.

Dans le fond si on apercevait mieux quelles sont nos stratégies de coexistence et si on réfléchissait davantage sur nos valeurs fondamentales et la façon dont on veut vivre ensemble, on pourrait chercher à faire des choix judicieux et heureux. Ce serait ça un bon pacte social et fiscal.

¹

En passant, qu'arrive-t-il à la loi du marché dans les marges des autres logiques? Accepte-t-elle de ne pas être totalisante ou totalitaire?

L'économie en bref



On a des besoins. Pour satisfaire ces besoins, on produit des biens et des services.
L'économie, c'est un échange de biens et de services entre des personnes.

Quand on fait ça entre soi, directement, on est dans l'économie informelle ou dans l'économie de subsistance.

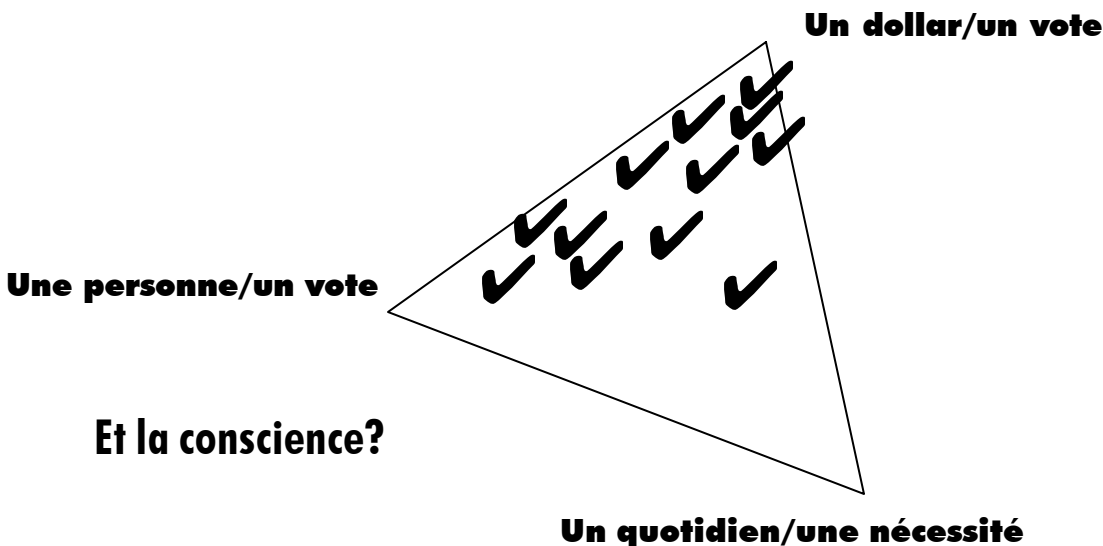
Quand on met une valeur, un montant d'argent pour codifier les échanges, on est dans l'économie de marché.

L'économie informelle et l'économie de marché ne suffisent pas. Il se crée des écarts entre les gens et on a des besoins communs. En prélevant une part sur les prix et sur les salaires, on donne à l'État un pouvoir de redistribuer la richesse et de dispenser des biens et des services communs. C'est l'économie publique.

Quand on ne peut pas équilibrer ses revenus et ses dépenses, on peut emprunter maintenant pour payer plus tard contre intérêt. C'est l'économie du crédit et le marché de l'argent. Cette économie traverse toutes les autres.

Fiche 9

Décider en conscience



La trouille se demande: - Est-ce sûr?

La commodité se demande: - Est-ce politique?

La vanité se demande: - Est-ce populaire?

Mais la conscience se demande: - Est-ce juste?

Et vient un temps dans lequel nous devons agir non parce que c'est sûr, non parce que c'est politique, non parce que c'est populaire, mais parce que la conscience nous dit que c'est juste.

Barbara C. Harris

Mais la conscience de ce qui est juste dépend de ce qu'il y a dans le champ de la conscience.

Est-ce que ce que vivent les plus pauvres est dans le champ de la conscience de ceux et celles qui décident?

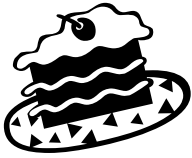
On finit par comprendre qu'un gouvernement décide en fonction de trois logiques qui coexistent: un marché des intérêts qui fonctionne sur le principe d'un dollar, un vote (le néolibér[é]alisme), une société de démocratie sur le principe d'une personne, un vote, qui réintroduit constamment des stratégies à saveur électoraliste dans la balance, une humanité d'existence assignée à la vie et à la survie sur le principe d'un quotidien, une nécessité. C'est cheap, mais on a souvent l'impression que les deux premiers pôles sont les plus forts. On n'est pas dupes. Mais y aurait-il moyen de décider davantage en fonction d'un troisième? Par principe, par honneur, par compassion, parce que le champ de conscience s'est élargi, parce que les demi-vérités, c'est comme des boissons diète, ça ne désaltère pas. Parce que c'est juste.

Fiche 10

Et la confiance?

Histoires de gâteau et de soupe au caillou

L'histoire du gâteau

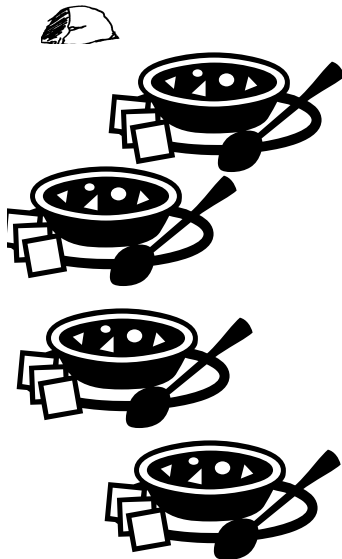


Une fois c'était un cuisinier qui avait fait un gâteau pour vingt personnes. Les quatre premières sont arrivées. Elles ont pris chacune environ deux parts. D'autres sont arrivées. Elles ont pris une grosse part, une part, une petite part. Quand les quatre dernières sont arrivées, il ne restait plus tout à fait une part pour les quatre ensemble. Elles viennent pour la prendre, mais le cuisinier arrive et leur a dit:

- Tut, tut, tut! Touchez pas. J'avais promis une part à mes fournisseurs, ceux qui m'ont vendu la farine, les oeufs, le lait, le sucre, les pommes.

- ▶ Si vous étiez parmi les quatre dernières personnes, comment vous sentiriez-vous?
- ▶ Qu'est-ce qui ne marche pas dans cette histoire? Qui est exclu? Pourquoi?
- ▶ Comment se fait-il qu'il y en avait pour tout le monde et que tout le monde n'a pas eu sa part? Pourrait-il en être autrement?
- ▶ Cette histoire reflète assez bien la répartition des revenus par quintiles dans la société. Que faudrait-il faire pour partager mieux? Comment pourrait-on poursuivre cette histoire?

L'histoire de la soupe au caillou



Une fois c'était quelqu'unE qui avait faim. Elle prend son chaudron, elle s'en va sur le bord du chemin, fait un feu, met de l'eau dans le chaudron et un caillou dedans. Une personne passe et demande ce qu'il fait:

- De la soupe au caillou. Mais ce serait encore meilleur avec un chou.

- Mais j'en ai un chou, chez moi.

L'autre va chercher un chou et le met dedans. Une autre passe et s'informe.

- C'est de la soupe au caillou, mais ce serait meilleur avec un morceau de lard (ou de poulet si c'est contre votre religion ou de tofu si vous êtes végétarienNEs!!!).

À mesure que chacun passe, on rajoute de quoi, ce qui fait que la soupe vient à sentir très bon avec des carottes, des fèves, des pâtes, des épices. Ça finit par sentir très bon. Il y a plein de monde autour. Après un couple d'heure, la cuisinière dit que c'est bientôt prête et qu'il faudrait des bols et des cuillers. Y a du

monde qui va en chercher. Juste au moment de servir, elle retire le caillou, déclarant que c'est pour la prochaine soupe. Et tout le monde fait un très bon repas.

- ▶ Quelle est la différence entre les deux histoires?
- ▶ Dans la société, où est-ce que ça fonctionne comme la soupe au caillou? Comme l'histoire du gâteau?
- ▶ Quelles conditions amènent à fonctionner comme dans l'histoire de la soupe au caillou? Comme dans l'histoire du gâteau?
- ▶ Que faudrait-il dans notre société pour en arriver à ce que tout le monde contribue selon ses moyens et reçoive selon ses besoins?
- ▶ Cette histoire se passe sans anicroches. Quels obstacles pourraient se présenter?
- ▶ Pour éliminer la pauvreté et lutter contre l'exclusion dans notre société, que feriez-vous?



Et la confiance?

- ▶ Dans quelle histoire exerce-t-on un contrôle social accru sur les plus pauvres? Pourquoi?
- ▶ Dans quelle histoire mise-t-on sur le potentiel des personnes? Quels sont les ingrédients de cette confiance?
- ▶ Dans quelle histoire pourrait-on parler de développement social?
- ▶ Dans quelle histoire pourrait-on parler de tous ces mots à la mode: partenariat, responsabilité, concertation, solidarité?

Tirez vos propres conclusions.

Fiche 11

La justice dans l'économie

L'histoire du taon qui pique



Crotte mon âne¹

C'est un pauvre vieux. Il était malade. Il se lève pour aller travailler. Il rencontre une vieille fée qui lui donne un âne. L'âne avait quelque chose de spécial, il avait le pouvoir de les sortir de la pauvreté. Il suffisait de dire «Crotte mon âne», sa queue se levait et il sortait beaucoup de monnaie.

Durant qu'il retournait chez eux, il y a eu un ouragan. Il a dû s'arrêter à l'auberge. Le vieux a dit aux aubergistes:

- Ne parlez pas à mon âne. Ne lui dites pas «Crotte mon âne».

Durant la nuit, les aubergistes sont allés à l'étable. La femme a dit:

- Crotte mon âne.

Ils se sont aperçus qu'il crottait de l'argent. Ils ont volé l'âne du pauvre vieux qui a de la misère à joindre les deux bouts. Ils avaient un âne qui ressemblait à l'âne du vieux. Ils ont échangé l'âne spécial pour un âne qui crottait vraiment.

Le lendemain le vieux était découragé. Il a rencontré la fée. Elle lui a dit:

- Je te donne cette serviette magique qui donne de la nourriture. N'arrête surtout pas nulle part.

Il y a eu encore un ouragan. Il s'est arrêté à l'auberge. Les aubergistes ont changé sa serviette. Il est arrivé chez eux en disant à sa femme qu'il avait une serviette magique. Elle ne l'a pas cru. Il a mangé un coup de balai.

Le lendemain la fée a donné une tabatière au vieux. Elle lui a recommandé d'aller coucher à l'auberge. Il s'est rendu à l'auberge. Il a dit à l'aubergiste:

- Serre-moi ça, mais fais attention à ne pas l'ouvrir parce qu'il va t'arriver malheur.

Durant la nuit, l'aubergiste va ouvrir la tabatière. Il en est sorti un gros taon. Le taon lui a piqué les jambes, les cuisses et a monté plus haut. L'aubergiste lui a redonné l'âne, la serviette, la tabatière. Il a ouvert la tabatière et le bourdon est rentré dedans.

¹ Version rédigée à l'automne 1996 par les participant-e-s aux ateliers sur l'économie du groupe d'alphabétisation Atout-Lire à partir d'une version de Monsieur Hermel Tremblay recueillie par Luc Lacourcière en 1947 et conservée aux Archives de folklore de l'Université Laval. Cette démarche a conduit à La Nuit des taons qui piquent au printemps 1997, puis au Carrefour de savoir sur les finances publiques à l'hiver 1998.

«Je suis le taon qui trouble votre quiétude.»

Socrate

Économie, de oikos et nomos, ce qui veut dire «maison» et «bon ordre».

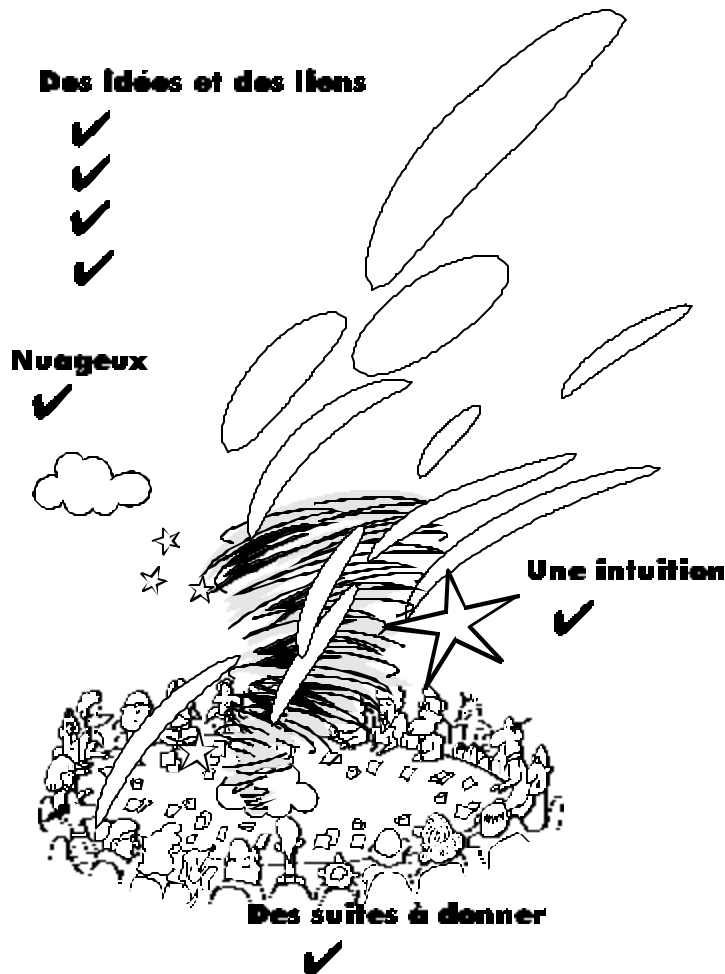
- ▶ Notre économie est-elle en ordre ou en désordre?
- ▶ Est-ce que ça nous est déjà arrivé de penser se tirer d'affaire économiquement et que ça nous ait «fait» dans les mains?
- ▶ Qui a de la misère à joindre les deux bouts dans la société? Qu'est-ce qui aide ces personnes? Qu'est-ce qui leur nuit?
- ▶ Pourquoi des gens sont-ils pauvres?
- ▶ Qu'est-ce qui aurait le pouvoir de sortir les gens de la pauvreté?
- ▶ Si demain tout l'argent du monde disparaissait qu'arriverait-il?
- ▶ Qu'est-ce qu'on fait quand on n'a plus d'argent?
- ▶ Est-ce qu'on est obligés de fonctionner avec de l'argent dans la société?
- ▶ Qu'est-ce qui décourage les gens?
- ▶ Qui dans notre société arrive à répondre à ses besoins essentiels? Qui n'y arrive pas?
- ▶ Qu'y a-t-il sur la table du gouvernement? du secteur privé? des syndicats? du communautaire? du cinquième le plus riche de la population? de la classe moyenne? du cinquième le plus pauvre? Qui cherche à échanger quoi avec qui? Quel est le pouvoir de chacun?
- ▶ Qui a le contrôle de la serviette dans la société?
- ▶ Notre système d'échanges est-il en ordre ou en désordre?
- ▶ Quand notre système économique est-il juste? Des exemples? Quand est-il injuste? Des exemples? Quel contrôle avons-nous là-dessus? Alors?
- ▶ Y a-t-il des taons pour rétablir la justice dans l'économie? Qui? Quoi? Où le taon doit-il piquer? Pour rendre quoi? À qui?

Quand il n'y a plus moyen pour une partie de la population de produire la richesse ou de la consommer, ça doit être signe que c'est le temps de trouver comment la redistribuer mieux.

Fiche 12

À vous maintenant!

Dans le tourbillon de la vie...



Terminus. On a fait un bout et notre possible. C'est à vous maintenant de prendre le relais. Qu'en dites-vous? De tous ces regards, que va-t-il vous rester? Les schémas, les histoires, les contes, les symboles, les théories, c'est fait pour nous retourner, mieux équipés si possible, pour penser et agir dans la vie. Avant que vous passiez à autre chose, nous vous proposons de prendre le temps ici de noter au moins sept points que vous voudriez ramener dans votre réalité pour continuer le boulot commencé ici. Comme ça vous n'aurez pas perdu votre temps. Et nous non plus. Déconcertés? Ça serait plutôt bon signe. Vous allez être tentés de revenir à votre perspective habituelle. Il n'empêche, si on a fait du sens, il devrait toujours bien en rester quelque chose. On a essayé de vous donner à voir. À vous de juger. Et d'agir. À nous, aussi de le faire. À ce propos, ne craignez rien, on a plusieurs propositions. Des propositions concrètes et plausibles. Mais ça c'est dans un autre cahier.

Et donnez-nous des nouvelles. Une fois ces regards intégrés, on pourrait toujours reprendre cette histoire de taux de chômage, d'opération économique et en même temps humaine.

Annexes